

## Les francophones hors Québec dénoncent le discours de Manning

GILLES GAUTHIER  
du bureau de La Presse, OTTAWA

La Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) a accusé hier le Parti réformiste et son chef, Preston Manning, de tenir des propos racistes et haineux quand il dénonce les politiciens francophones originaires du Québec.

«Lorsqu'on identifie les chefs tels Jean Chrétien et Jean Charest et qu'on les met dans une classe à part parce qu'ils sont Québécois, pour nous, c'est l'équivalent du racisme», a déclaré le vice-président de la FCFA et professeur de droit à l'Université de Moncton, Roger Bilodeau. Il dénonce ce «discours de la peur», les propos injurieux et les calomnies d'un parti «imprégné d'intolérance». Les réformistes visaient aussi Gilles Duceppe et Lucien Bouchard.

Il ajoute que ce message qui traite «de l'origine et de la race» ne vise pas seulement les Québécois mais l'ensemble des francophones du Canada, dont M. Manning «préconise la disparition» dans les autres provinces.

«Il peut y avoir des gens, dans l'Ouest canadien surtout et peut-être ailleurs, qui s'identifient au message de Manning et qui sont heureux que quelqu'un dise ce qu'ils pensent depuis longtemps», poursuit M. Bilodeau. «Il y a des endroits où c'est plus fort et accentué, mais à l'échelle nationale, ce n'est pas un mouvement répandu».

«Nous croyons que la majorité des Canadiens et des Canadiennes ne sont pas antifranco-phones», affirme M. Bilodeau, qui soutient par ailleurs que M. Manning veut ni plus ni moins anéantir l'image que le Canada projette dans le monde d'un pays fondé sur l'équité, la justice sociale, la tolérance et l'aide à autrui.

Les électeurs devront, lundi prochain, «dire non à l'intolérance et à la haine. L'étroitesse, le sectarisme et le racisme n'ont pas leur place dans la société canadienne».

À la suite du scrutin, le pire scénario pour la FCFA serait que le Parti réformiste devienne l'opposition officielle. Son vice-président demande aux citoyens de ne pas appuyer cette formation mais ne va jusqu'à dire pour qui ils devraient voter.

Quant aux propos de la députée bloquiste Suzanne Tremblay sur les origines de Jean Charest, M. Bilodeau les qualifie de «très regrettables» et estime qu'ils «se rapprochent dangereusement d'un discours qu'on entend de la part du Reform».

LA FCFA avait convoqué la presse pour lui faire part des réponses des cinq principaux partis au questionnaire qu'elle leur avait envoyé au début de la campagne. «À l'exception du Reform Party, tous ont réaffirmé leur engagement fondamental à la dualité linguistique et au développement et à l'épanouissement des francophones vivant en milieu minoritaire.»

Il déplore par ailleurs les réponses évasives des libéraux à certaines questions précises et reproche au Bloc québécois de «s'adonner à la tendance plutôt simpliste de ramener constamment la question des communautés à l'élément de l'assimilation, sans pour autant reconnaître qu'il y a eu quelques progrès dans le respect de nos droits».

Les conservateurs «demeurent vagues» au sujet des moyens qu'ils entendent mettre en œuvre pour réaliser les engagements qu'ils proposent alors que les néo-démocrates d'Alexa McDonough «répondent par l'affirmative à l'ensemble des questions posées par la FCFA», qui portaient notamment sur le financement du Programme des langues officielles et de Radio-Canada, le programme de contestation judiciaire et la protection des droits linguistiques lors de la dévolution de pouvoirs aux provinces.

Les réformistes s'en tiennent à leur proposition de remettre aux provinces la juridiction exclusive sur la langue et la culture.

## Chrétien à l'aide du Bloc?

Sa déclaration sur le référendum risque d'avantager le parti souverainiste, selon le sondeur Jean-Marc Léger

MICHÈLE QUIMET

La déclaration de Jean Chrétien sur son refus de reconnaître une majorité de 50 % plus un lors d'un troisième référendum et la publicité négative du Parti réformiste sur les politiciens du Québec alimentent la fibre nationaliste et risquent d'avantager le Bloc dans la ferveur populaire. Bref, à chaque fois que les électeurs québécois sont provoqués, les souverainistes gagnent quelques points dans les sondages.

C'est du moins ce qu'affirme le sondeur Jean-Marc Léger.

«Il ne faut pas provoquer les Québécois, a-t-il expliqué hier lors d'un entretien téléphonique. A chaque fois qu'ils se sont sentis bousculés, que ce soit par la décision d'Ottawa d'aller devant la Cour suprême ou de rédiger la question du prochain référendum, l'affaire Guy Bertrand ou la discussion sur la partition, il y a eu une impulsion positive de quelques points sur le vote du Bloc.»

M. Léger croit que la déclaration de Jean Chrétien sur le référendum aura plus de poids sur le comportement électoral des francophones que la publicité des réformistes.

«Est-ce que les électeurs se rappellent cette publicité-là? a-t-il demandé. Est-ce seulement un fait divers dans une campagne électorale? M. Manning est peu connu et peu crédible au Québec, alors ce qu'il fait ou dit n'a pas beaucoup d'impact.»

Les Québécois, a-t-il rappelé, ne votent pas pour le Bloc mais contre le système fédéral, contre le gouvernement Chrétien. Une publicité négative qui attaque les Québécois donne des armes au Bloc.

La publicité de Preston Manning — où on voit les photos des politiciens du Québec, les Chrétien, Duceppe, Charest et Bouchard, barrées



Jean-Marc Léger

d'un gros X rouge — est diffusée uniquement sur les chaînes de télévision de langue anglaise, et pour qu'un message soit efficace, il doit être martelé. Les francophones ont vu les résumés des journalistes et entendu les réactions des autres chefs qui ont unanimement dénoncé cette publicité, mais est-ce suffisant pour créer un sentiment de rejet de la part des Québécois et amener des électeurs au Bloc? Le vice-président de CROP, Claude Gauthier, en doute.

«L'impact d'une publicité, a-t-il affirmé, c'est de la voir et la revoir, ce qui n'est pas le cas actuellement.»

La publicité négative est une arme à deux tranchants, a expliqué de son côté le politologue Richard Nadeau. «En 1993, les libéraux avaient une publicité que tout le monde qualifiait de géniale, avec le visage de Chrétien en gros plan et le commentaire 'Drôle de gueule

mais quel discours'. Pourtant, les libéraux ont obtenu de très mauvais résultats chez les francophones. L'effet direct de la publicité sur les intentions de vote n'est pas démontré de façon claire.»

«La publicité des réformistes pourrait provoquer un sentiment de rejet chez les Québécois, a-t-il ajouté, et l'extrémisme de Manning peut entraîner un sursaut national, mais est-ce que tout ça peut susciter un effet positif pour les bloquistes? J'en doute.»

Pour Jean-Jacques Stréliniski, le directeur de l'agence de publicité PNM, «ce genre de pub, c'est de la provocation qui risque d'exacerber la patience des Québécois et servir les intérêts du Bloc.»

«L'enjeu de la campagne, c'est l'opposition officielle, a-t-il dit. La publicité réformiste vise à braquer les Québécois qui vont se dire: 'Si c'est ça le Canada anglais, je vais voter pour le Bloc!' La publicité a probablement été faite dans cette perspective-là: détourner des votes au profit du Bloc en exaspérant les Québécois dans le but de ravir l'opposition officielle aux conservateurs.»

## Le Bloc veut faire oublier le «fling flang» de la campagne

ANDRÉ PRATTE

La dernière publicité télévisée du Bloc québécois attaque de front les deux maux qui ont affligé le parti depuis le début de la campagne électorale: la piètre performance de Gilles Duceppe, et l'attrait inattendu exercé par Jean Charest sur les électeurs souverainistes.

Plutôt que de cacher M. Duceppe, la publicité, diffusée depuis hier soir, lui est toute consacrée. On voit le député de Laurier-Sainte-Marie marcher dans son comté, rue Panet. Le film est projeté au ralenti. «Si vous croyez qu'un politicien doit être un beau parleur, alors Gilles Duceppe n'est pas un vrai politicien», dit une voix hors champ.

«Gilles Duceppe est un homme franc, fidèle à ce quartier qu'il représente, fidèle à la souveraineté, poursuit-on. Aujourd'hui, Gilles Duceppe vous demande de rester fidèles à vos convictions et de voter pour le Québec, de voter pour le Bloc québécois.»

«Nous disons aux gens: 'Oubliez tout le fling flang de la campagne électorale, et votez pour les vraies affaires',» expliquait hier soir à La Presse la responsable de la publicité au Bloc, Carole Lavallée.

Le Parti conservateur aussi a lancé ces jours-ci une nouvelle série de publicités télévisées. Deux de celles-ci sont nettement plus agressives, l'une contre le Bloc québécois, l'autre contre les libéraux.

«En 1993, dit M. Charest dans la première publicité, plusieurs d'entre vous avez voté pour le Bloc québécois dans l'espoir que ça apporte du changement à Ottawa. Trouvez-vous vraiment que ça a changé pour le mieux? (...) À force de tout vouloir bloquer, ils nous coûtent beaucoup plus cher que ce qu'ils nous rapportent.»

Dans la publicité s'attaquant au gouvernement libéral, M. Charest l'accuse d'être «complètement débranché des vraies préoccupations des Québécois».

Dans leur nouvelle campagne destinée au Canada hors Québec, libéraux et conservateurs cherchent à se démarquer de Preston Manning en montrant d'eux-mêmes une image de modération et d'optimisme. L'annonce du PLC nous fait voir un Jean Chrétien décontracté, à son bureau, puis déjeunant avec sa femme Aline, puis songeur au bord d'une fenêtre. On l'entend dire qu'il «veut contribuer à créer un pays où les gens peuvent rêver».

«Manning a émis un message négatif depuis deux ou trois semaines, nous, notre message est super positif», a expliqué à La Presse le directeur des communications au bureau du premier ministre, Peter Donolo.

Stratégie similaire chez les conservateurs, qui présentent «un message d'espoir qui se démarque du message négatif de Preston Manning», selon le porte-parole conservateur, David McLaughlin.



Preston Manning donne un coup de pinceau sur un dragon chinois à la permanence de son candidat dans Vancouver-Kingsway, Raymond Leung.

## Manning se réjouit de la tempête suscitée par sa publicité

GÉRALD LEBLANC

Si Jean Charest brouille les cartes au Québec, Preston Manning fait les manchettes et contrôle l'ordre du jour en Ontario.

Loin de faire amende honorable, le leader albertain semble heureux de la tempête soulevée par sa publicité contre les Québécois (Chrétien, Charest, Duceppe et Bouchard) qui laissent peu de place aux Canadiens dans le débat sur l'unité nationale.

«Les politiciens des vieux partis sont en retard sur le public dans la découverte que le roi n'a pas de vêtements et ça peut devenir embarrassant si quelques millions de personnes découvrent que vous êtes nus», a-t-il dit hier à Calgary, avant de repartir pour l'Ontario où il passera le reste de la semaine.

Pourquoi s'obstine-t-il tant à rejeter la société distincte et à proférer ses sombres avertissements aux séparatistes du Québec?

«Preston Manning n'est pas un émotif pulsionnel. C'est un habile tacticien, maintenant entouré d'un sondeur et d'un publicitaire professionnels, qui mène une excellente campagne. Il fonctionne toujours de la même manière, celle d'un populiste suivant la vague populaire», répond Tom Flanagan, sociologue de Calgary, proche des réformistes et auteur de la biographie *Suivant la vague: Preston Manning et le Parti de la réforme*.

«M. Manning, ajoute-t-il, n'avance jamais de nouvelles idées. Il essaie de se faire l'écho de convictions entretenues par une importante portion des électeurs mais que personne n'ose dire publiquement. C'est toute la dynamique du parti de mettre sur la place publique ce qu'on gardait sous le boisseau. On l'a fait en dramatisant les enjeux de l'immigration et de la

trop grande permissivité de la justice canadienne.»

«Preston Manning profite de la campagne pour le faire avec le problème de la sécession du Québec, se faisant l'écho du ressentiment des Canadiens de toujours être dirigés par des Québécois et d'être impuissants devant les séparatistes.»

Stopper Charest en Ontario

Mais n'est-il pas en train d'apeurer les prudents Ontariens, dont l'appui lui est essentiel pour se débarrasser de l'étiquette de populiste régional de l'Ouest?

«Ayant compris qu'il n'allait nulle part au Québec, il veut maintenant devenir le porte-parole du ROC (rest of Canada), pas encore premier ministre mais chef de l'opposition officielle. Il doit donc dépasser le Bloc et les conservateurs de Charest.»

«En 93, il avait obtenu 51 des 86 sièges de l'Ouest et les réformistes sont confiants de conserver leurs acquis en Alberta (22 sur 26) et en Colombie-Britannique (24 sur 32), en y ajoutant des gains en Saskatchewan (4 sur 14) et au Manitoba (1 sur 14). Ce qui suffirait à devancer le Bloc québécois.»

«Même s'il ne prendra pas de sièges en Ontario, il y déploie néanmoins des efforts acharnés pour empêcher Charest d'y faire une percée et de le devancer pour la médaille d'argent.»

Bigots et racistes

Mais comment réagissent les militants réformistes aux étiquettes de bigots et de racistes que leurs adversaires, généreusement appuyés par les médias du ROC, leur collent à la peau.

«Preston Manning est habitué à cette diète qu'on lui sert depuis

une dizaine d'années. À son arrivée à la Chambre des communes, la stratégie des libéraux fut de l'associer aux séparatistes dans la démolition du Canada.

«Non seulement il n'est pas ébranlé par ce genre de réactions mais il aime les provoquer. Une sorte de judo politique où l'on amène un adversaire, plus gros et plus puissant, à tourner sa force contre lui-même.»

«Il ne faut pas oublier que le Parti de la réforme ne dispose pas des ressources financières des libéraux ou des conservateurs. En provoquant et en faisant les manchettes, la publicité des réformistes vaut son pesant d'or.»

«Quant aux militants, ils sont eux aussi habitués à ce genre d'attaques, qui viennent de toute façon renforcer l'appui populaire dans l'Ouest, où l'on trouve un peu bizarre les réactions des vieux partis à des affirmations tenues comme évidentes, telles la fatigue d'être gouvernés par des Québécois et la ligne dure envers les sécessionnistes.»

«Pourquoi pensez-vous que Jean Chrétien passe la dernière partie de la campagne dans l'Ouest? Parce qu'il croit dans l'efficacité de l'approche populiste de Manning, qui dit tout haut ce que plusieurs croient fermement.»

«Même s'ils sont à égalité avec les réformistes en Colombie-Britannique, autour de 40 % de l'appui populaire, les libéraux ne peuvent espérer un grand nombre de sièges à cause de la concentration de leur vote à Vancouver.»

Ne pouvant encore être premier ministre du Canada, son ultime ambition et le moteur de son inlassable course, Preston Manning s'organise donc pour devenir le porte-parole du ROC lors du prochain référendum québécois.

# Éditorial

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS  
PRÉSIDENT DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION

ROGER D. LANDRY  
PRÉSIDENT  
ET ÉDITEUR

CLAUDE MASSON  
ÉDITEUR ADJOINT

MARCEL DESJARDINS  
DIRECTEUR DE L'INFORMATION

ALAIN DUBUC  
EDITORIALISTE EN CHEF

## « Blue necks »

**L**e leader réformiste, Preston Manning, a donné à sa campagne des accents antiquébécois qui frisent le racisme, une stratégie qui trouve des échos auprès des « red necks » des régions rurales.

Mais à ce chapitre, il existe hélas ! une belle symétrie. On trouve aussi au Québec des politiciens qui recourent à des propos anglophobes pour flatter leur auditoire de « blue necks ». C'est le cas de la candidate bloquiste de Rimouski-Métis, Mme Suzanne Tremblay, qui n'est pas la première venue puisqu'elle était devenue le leader parlementaire de l'opposition officielle.



Alain Dubuc

S'attaquant à Jean Charest, aux Îles-de-la-Madeleine, elle a lancé : « On va essayer de se rappeler qui est Jean Charest. D'abord, c'est John Charest. Son prénom, c'est John sur son extrait de baptême. Ce n'est pas Jean. Et ça l'arrange d'être Jean, pour nous. Mais son vrai nom, c'est John. Faut pas l'oublier. »

La députée a eu beau, par la suite, expliquer qu'elle faisait allusion au double langage du chef conservateur, tout le monde a bien compris qu'elle parlait de ses origines, du fait que

Jean Charest n'est pas un vrai Québécois francophone. Il n'y a pas grande différence entre ces propos et ceux de Preston Manning, qui reproche justement à ses adversaires de ne pas être de vrais Canadiens anglophones.

Mme Tremblay est connue pour son franc-parler, un euphémisme pour décrire le fait qu'elle dit beaucoup de niaiseries. Elle a gaffé sur Hull, sur les francophones hors Québec. Mais elle s'en est déjà pris en conférence de presse à une collègue journaliste, Joyce Napier, à cause de son accent.

Bien sûr, cette sortie regrettable est un cas isolé. Mais elle s'inscrit dans un contexte électoral où le Bloc a misé sur une stratégie de nationalisme primaire. Souvenons-nous que le slogan électoral du Bloc québécois, que l'on voit sur toutes ses affiches, est « Parole de Québécois », une formule sybilline qui laisse entendre que la parole d'un Québécois a quelque chose de mieux qu'une autre. Mme Tremblay vient de lui donner un sens encore moins équivoque avec ses « Paroles de Québécoise ».

## La culture de l'ordre

**U**n membre éminent de l'équipe de Pierre Bourque vient de mettre le doigt sur le plus gros bobo de Montréal : les « ventes de garage » qui créent de la « pollution » en déversant leur bric-à-brac dans les rues et les ruelles. Robert Côté, qui occupe les fonctions de médiateur à l'Hôtel de Ville, c'est-à-dire qu'il règle les conflits entre l'appareil administratif et les citoyens, a enfourché ce cheval de bataille avec toute la fougue de sa conviction.



Agnès Gruda

Montréal n'est pas propre, des panneaux de carton défigurent les lampadaires donnant les adresses de ces faiseurs de pagaille, qu'à cela ne tienne : il fera adopter un règlement qui fera de l'ordre là-dedans. Les bazars seront interdits, exception faite de deux semaines annuelles durant lesquelles les Montréalais seraient autorisés à se débarrasser de leurs vieux skis et cendriers d'époque.

Pour l'instant, M. Côté n'est pas très avancé dans sa démarche. Mais, comme dit le proverbe, mieux vaut prévenir que guérir, en dénonçant tout de suite cette vétille de contrôler la vie urbaine, qui, faut-il le rappeler, n'en est pas à sa première manifestation à Montréal. La croisade de M. Côté ne serait pas si inquiétante si elle ne participait pas d'une culture névrotique de l'ordre particulièrement vivace dans la métropole.

De vieux règlements, dont certains n'ont pas été dépeussés depuis un siècle, interdisent la vente de nourriture dans les rues, par exemple. New York a ses vendeurs de pretzels. Paris a ses vendeurs de marrons et ses crêpes roulées au chocolat. Ailleurs, le promeneur affamé trouvera des frites ou un hot dog. Pas à Montréal. Le même souci d'hygiène urbaine est à la source du bannissement des boîtes à journaux, autre originalité locale.

S'il avait vraiment l'ordre à coeur, le médiateur de Montréal passerait le balai dans ces règlements obsolètes qui figent la ville dans un carcan inutile. Il rêve au contraire de resserrer davantage le corset.

Pourquoi bannir les ventes de débarras ? Parce que, dit M. Côté, il y a des gens qui exagèrent et qui, sous prétexte de vendre leurs vieilles bébélles, tiennent en réalité de véritables petits commerces. Mettons. Mais la Ville dispose déjà de règlements qui interdisent la tenue d'activités commerciales dans les quartiers résidentiels. Si jamais un brocanteur improvisé dérange trop le voisinage, elle a tout ce qu'il faut pour intervenir.

Quant aux « vraies » ventes de débarras, elles ne dérangent personne. Au contraire. Elles sont utiles sur le plan économique : que des gens se fassent quelques sous en vendant leur vieille vaisselle, tant mieux. Que leurs clients en profitent en achetant quelques trouvailles à bas prix, tant mieux bis. Au lieu de jeter les vieilleries, on leur donne une deuxième vie : écologiquement, c'est imbatable.

Mais les « ventes de garage », c'est aussi autre chose. C'est un prétexte pour marcher dans les quartiers, pour découvrir de nouveaux bouts de rue, pour faire connaissance avec des voisins à qui l'on marchandait une paire de patins ou une machine à écrire. C'est une occasion de sentir le pouls de la ville, de la rendre vivante.

Au Québec, quelques villes réglementent les ventes de débarras. Hull exige un permis. Gatineau le monnaie contre dix dollars. Mais à Montréal, la bureaucratie est déjà suffisamment étouffante pour qu'on évite d'en ajouter une nouvelle couche. La vraie pollution, c'est celle qui empêche les gens de respirer. Et il y a suffisamment à faire de ce côté...

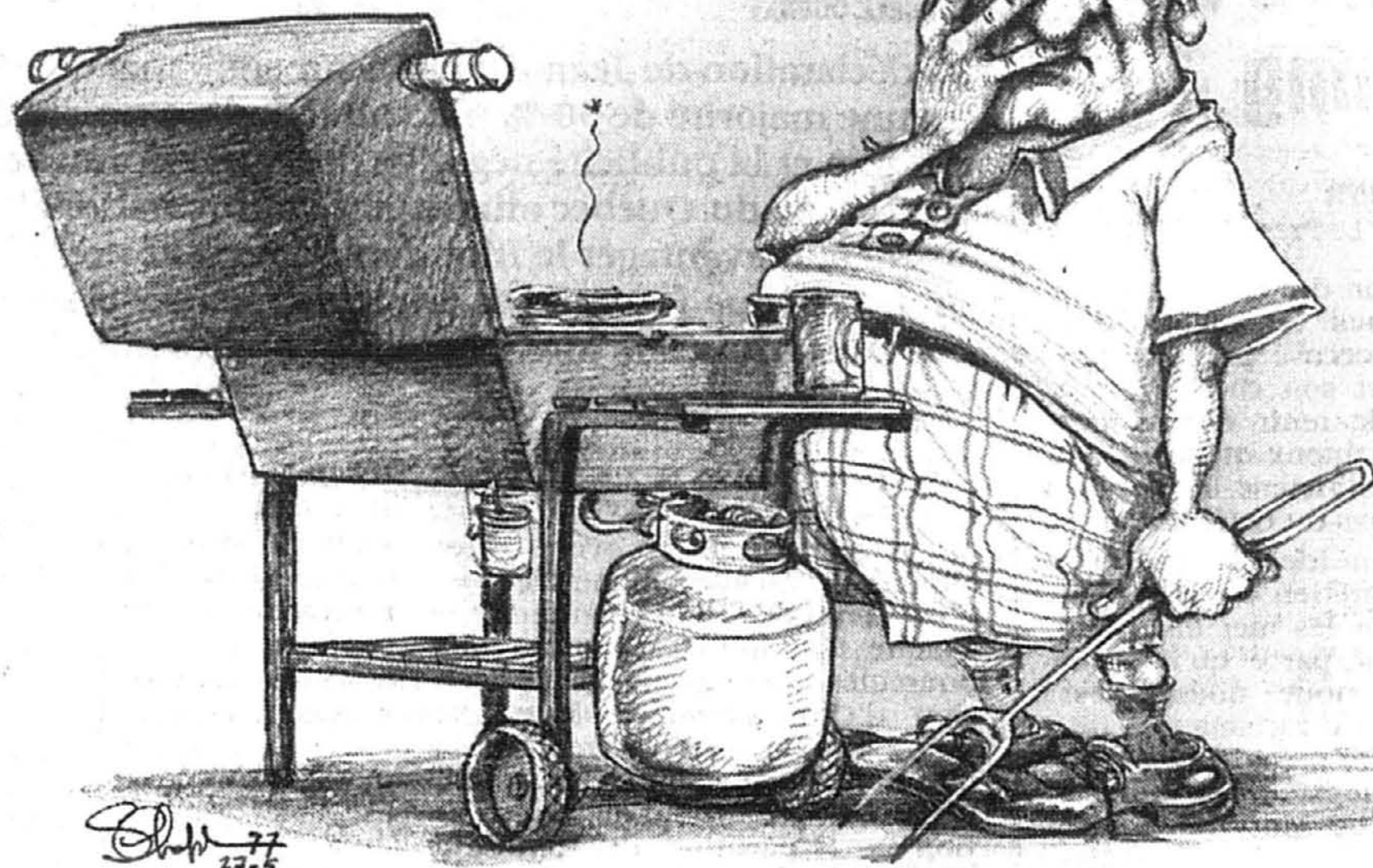
CET HOMME...

A

... SE DEMANDE S'IL DOIT VOTER POUR LE BLOC MALGRÉ LA PERFORMANCE DE GILES DUCEPPE OU ENCORE POUR JEAN CHAREST POUR APPUYER UNE OPPOSITION FORTE ET CONTRER LES RÉFORMISTES, OU ENCORE VOTER POUR...ETC

B

... N'A PLUS DE PROPANE POUR SON BBQ



DROITS RÉSERVÉS

## LA BOÎTE AUX LETTRES

### « À quelques jours du vote, je commence à être nerveuse... »

■ Parole d'immigrante : si je vote pour un autre parti que le Bloc, je ne veux pas qu'on interprète ce geste comme une opposition aux « Québécois pure laine ».

À quelques jours des élections, je commence à montrer des signes de nervosité. Rongement des ongles, tics de la paupière, mains moites, crises d'asthme, etc. Le souvenir encore vivant du référendum d'octobre 95 ne fait qu'aggraver mon état physique et mental. Que nous arrivera-t-il cette fois-ci à nous, pauvres immigrants, si le Bloc ne recueille pas son quota de votes ? Devrais-je, le lendemain des élections, me barricader chez moi dans la pénombre, rideaux tirés, m'absenter du bureau en attendant que la houle passe, que la presse décortique les chiffres pour nous expliquer à quel pourcentage les immigrants ont voté, que les auditeurs de tribunes téléphoniques à la radio cessent de nous blâmer pour tous les maux de la terre ? Tout de même, cette fois, je suis préparée. C'est comme ma deuxième césarienne ; la première, c'était l'enfer ; mais la deuxième, je savais à quoi m'attendre et j'ai bien moins souffert. Je suis prête pour les commentaires désobligeants, la propagande du « eux contre nous ».

Mais permettez-moi de vous dire une chose. Vous n'avez rien compris. Vous avez oublié ce que c'est que d'être un immigrant. Vous n'avez aucune idée du déracinement, du déchirement que l'immigration implique. On quitte notre pays, notre famille. Personnellement, je n'ai pas un seul mem-

bre de ma famille ici ; ni père, ni mère, ni frères, ni soeurs, ni cousins, etc. Rien. Personne. Vous, vous avez vos « mononcles », vos « matantes », la grande parenté. Votre arbre généalogique remonte au XVII<sup>e</sup> siècle.

Quand on s'installe ici, on sait que ce sera bon pour nos enfants, que l'avenir est prometteur ; mais il y a un vide énorme qui se fait pour la génération qui s'installe, une rupture avec le vieux pays, un abandon des racines, des habitudes, du mode de vie et bien souvent de la langue.

C'est un énorme, gigantesque saut en avant qui requiert une énergie fantastique, comme si l'on franchissait un précipice. Pour beaucoup d'entre vous, Québécois de souche, je sais bien que le passeport canadien ne vaut rien. Aussitôt nés, on vous l'a mis tout rôti dans la bouche. Mais les immigrants, eux, doivent attendre des années, s'adapter, apprendre, se faire interroger. Je n'ai pas honte de vous dire que, durant la cérémonie pour l'obtention de ma citoyenneté canadienne, j'avais les larmes aux yeux et je me demandais comment faisait l'officier de la GRC en poste dans la pièce pour rester aussi stoïque et impassible.

Mon passeport canadien, je l'ai eu, et il signifie pour moi des choses contradictoires. D'un côté, une vie neuve pour mes enfants qui auront une iden-

tité différente de la mienne et de fortes chances de réussite. D'un autre côté, la mort de mon ancienne vie, de ce que j'étais ; bref, la fin d'une identité. Je laisse derrière une partie de moi qu'il me sera impossible de transmettre à mes enfants.

Ce que j'essaie de vous dire, c'est qu'après tous ces dérangements, ce grand bouleversement de ma vie, ce long voyage émotionnel, bref, je veux avoir la paix, la sainte paix. Je n'aspire à rien d'autre qu'à une vie paisible, sans heurts, une vie sûre, heureuse et sans accrocs. Alors, quand je vois un bloquiste ou un séparatiste qui vient me dire : « Vote pour moi et ton passeport canadien, tu peux lui dire adieu », je ne peux que baisser la tête et prétendre que je n'ai rien entendu. Un peu comme lorsqu'un enfant nous demande une chose impossible ou trop coûteuse. Je voudrais bien la lui acheter, mais je ne peux pas.

Quoi qu'il en soit, une chose est claire. Je n'ai pas voté NON, en 1995, parce que je suis opposée aux Québécois de souche : j'ai voté NON parce que, à cette période-ci de ma vie, je traîne avec moi un excédent de bagages qui constitue mon passé. Je n'ai rien de tout contre les Canadiens français de souche, qu'ils viennent du Québec, du Nouveau-Brunswick, du Manitoba ou d'ailleurs. Au contraire, je les admire immensément.

Si seulement quelqu'un pouvait expliquer cela à M. Parizeau.

Catherine LÉOZ  
Montréal

### Un peu plus de classe, svp

Mme Lise Payette,

■ Franchement, madame Payette, votre discours au Jardin botanique aurait dû être un peu plus élevé.

Je veux bien un peu d'humour dans cette campagne électorale si terne, mais il me semble que vous auriez pu trouver mieux pour évaluer les débats des chefs.

Pour une ex-ministre, un peu plus de classe aurait mieux convenu.

Godellieve VANAERT  
Laval

### Le « grand jeu » préféré des Québécois

■ Monsieur Chrétien a raison : on ne parle plus que de référendum et de sécession éventuelle dans ce foutu pays ! Plus une journée ne se passe sans qu'on spéculé sur les scénarios les plus



Jean Chrétien

virtuels, sans qu'on jauge et soupèse des tonnes de « si » et de « peut-être », sans que chacun y aille de sa dernière analyse qui se dissout dans l'océan déchaîné d'un redondant verbiage constitutionnel. J'ose donc y aller moi aussi de ma petite prophétie, laquelle, j'en suis sûr, aura bien peu d'écho dans toute cette cacophonie qui nous anesthésie momentanément, je suppose, de réalistes autrement plus dissonantes...

Attendu que les souverainistes purs et durs se tirent eux-mêmes dans le pied dans la surenchère des astuces et cet arrière-goût d'ethnicité qui plane désormais sur le projet du pays ; attendu que le sauveur Lucien Bouchard se voit peu à peu déboulonné sur l'autel du néolibéralisme dont les effets se font de plus en plus sentir ; attendu que les souverainistes « mous » ne sont pas prêts d'acheter un autre concept de partenariat qui aurait fort à faire pour retrouver un semblant de crédibilité ; attendu surtout que les fédéralistes de tout acabit possèdent déjà plus de munitions qu'ils n'en ont jamais revu pour brandir le bon vieux spectre de la peur à une population qui commence à en avoir soupé de faire les frais de cet interminable délirium politique... Un NON retentissant secouera tout le Québec et le Canada lors du prochain référendum et la mémorable déprime post-référendaire de 1980 renaitra de ses cendres, laissant le champ libre à tous les Jean Charest et Daniel Johnson qui voudront à nouveau endormir les passions pour au moins un autre dix ans, voire jusqu'à une autre « prochaine fois »...

Vous me trouvez ennuyeux ? Et moi donc ! Mais n'est-ce pas là le « grand jeu » perpétuel d'un peuple déchiré entre son américanité et une éternelle valse-hésitation nationaliste qui lui file aujourd'hui entre les doigts, au profit de quelques élus — ou ex-élus ! — vaguement à la dérive ?

Robert CAMPEAU  
Montréal

### À trop fixer l'arbre, on perd de vue la forêt

■ Qu'est-ce que ça va prendre à Bernard Landry pour qu'il comprenne enfin que le projet de séparation du PQ fait mal au Québec ?

À chaque semaine, il y a des statistiques qui démontrent que les choses vont mal au Québec, et que le gouvernement péquiste ne fait vraisemblablement rien pour améliorer la situation.

Et le pire dans tout ça, c'est que ça ne semble pas inquiéter M. Landry le moins du monde. À chaque fois que les journaux rapportent qu'une autre entreprise a décidé de quitter le Québec, ou que le Québec crée trop peu d'emplois, notre ministre des Finances refille le blâme à tout (incluant le mauvais temps !), sauf à l'option péquiste.

Ce qui fait peur, c'est la tendance qui est en train de se dessiner au Québec : les entreprises partent (et avec elles, les investissements), les gens s'en vont (surtout ceux qui sont instruits), le chômage persiste. Notre province se vide ! Mais, pour M. Landry, ce n'est pas grave parce que tout ça va se régler comme par magie dès que le Québec deviendra souverain. Mon oeil !

À force d'avoir la face collée sur son projet de séparation, M. Landry et le gouvernement péquiste perdent de vue les nombreux problèmes que leur option engendre.

Magella AIDANS  
Montréal

# Référendum et armes nucléaires

La question référendaire est à Monsieur Chrétien ce que sont les armements nucléaires aux enfants.

Le premier ministre nous avait bien mis en garde, la semaine dernière : il ne faut jamais, au grand jamais, laisser traîner des armements nucléaires dans la maison.

Citons la phrase au complet, je ne me lasse pas de la méditer. M. Chrétien, rappelons-le, parlait de sa loi sur le contrôle des armes à feu.

« Pourquoi acheter des carabines à répétition, des armements nucléaires pour s'amuser ? C'est dangereux, et quand c'est dans la maison, il peut y avoir un enfant qui se serve de ça. »

Idem pour le référendum québécois sur la souveraineté, un objet qu'il faudrait enfermer dans un placard verrouillé à double tour quand M. Chrétien rôde dans les parages. Car dès qu'il y touche, le détonateur saute, le champignon atomique se déploie, c'est la catastrophe nucléaire et ses abominables retombées qui empoisonnent l'environnement.

■■■

Voyons voir le résultat de la dernière confrontation entre M. Chrétien et cet objet explosif.

À RDI dimanche, dans l'une des rares apparitions contrôlées qu'il effectue dans cette campagne où toute la stratégie libérale est fondée sur la nécessité d'éviter les gaffes d'un leader que l'exercice de la parole peut propulser sur des voies imprévues, à RDI donc, M. Chrétien répond à l'intervieweur qu'il ne reconnaît pas une victoire du OUI à la majorité simple, genre 50 % plus une voix.

On le suivrait volontiers s'il s'agissait d'une question ambiguë. Quand on sait, par plus d'un sondage, que le tiers au moins de l'électorat a voté OUI en croyant voter pour « un nouveau partenariat », on comprendrait tout premier ministre canadien de refuser de démanteler le pays à partir d'une

majorité infime à une question trompeuse.

Mais telles n'étaient pas les prémisses de l'interview, puisqu'il avait été précisé que la question de ce référendum hypothétique serait ultra-claire, du genre précisément de celle que souhaite M. Chrétien : « Voulez-vous que le Québec se sépare du Canada ? » Même à cette question, M. Chrétien croit qu'une majorité simple ne suffirait pas !

Cela démontre, si besoin était, à quel point ce dernier est éloigné de la réalité québécoise. Il n'est pas besoin d'être grand devin, en effet, pour savoir qu'aucun référendum ne pourrait être gagné avec une question aussi directe. Si l'on demandait aux Québécois s'ils veulent « se séparer du Canada », ou « faire du Québec un pays séparé du Canada », le camp du OUI recueillerait quelque chose comme 27 %, peut-être un peu plus, probablement moins.

Alors, quel besoin avait donc M. Chrétien de s'engager dans cette histoire de majorité simple ? Jean Charest, qui n'est pas plus séparatiste que lui, a manifesté plus de finesse politique en affirmant qu'il reconnaît une victoire souverainiste serrée... si cette dernière faisait suite à une question claire.

C'est en effet un secret de polichinelle qu'il n'y aura jamais — pas dans un avenir prévisible en tout cas — un référendum sur la sécession pure et dure.

Même si, entre deux référendums, les souverainistes les plus radicaux, comme Jacques Parizeau, ont tendance à hausser le ton et à promettre que « la prochaine fois » sera la dernière parce que la question sera claire, il suffit qu'on se rapproche de l'échéance pour que, comme par hasard, les stratégies se raffinent et qu'on finisse par opter pour une question ambivalente, susceptible de rallier



Lysiane GAGNON

les nationalistes non souverainistes. Même Jacques Parizeau a dû s'y plier la dernière fois.

Soit dit en passant, c'est précisément cette quadrature du cercle — soit la nécessité de faire voter des non-souverainistes en faveur de la souveraineté — qui explique la panique qu'a déclenché, dans les rangs péquistes, la publication des soi-disant « révélations » de M. Parizeau sur la « déclaration unilatérale de souveraineté » suivant un référendum gagnant.

Cela aurait été, bien sûr, la conséquence logique d'une victoire souverainiste, mais l'affirmer en toutes lettres déchirait le voile qui avait été tendu sur la question par la stratégie du « partenariat ». Il fallait tout de suite jeter l'opprobre sur l'indiscret qui défaisait candidement la stratégie en disant aux gens pourquoi ils auraient voté, afin de préserver la possibilité de refaire la même chose une prochaine fois.

Cela n'a pas marché parce qu'il était trop évident que l'interprétation des propos de M. Parizeau était tronquée, et parce que les militants n'ont pas accepté que leur ancien chef soit traité en brebis galeuse, mais le fait est que les innocents aveux de M. Parizeau, qui n'en étaient pas vraiment pour qui connaissait bien le programme et le projet du PQ, étaient un gros pavé dans la mare.

Bref, pour revenir au propos initial, si M. Chrétien avait vraiment voulu s'adresser aux Québécois, il n'aurait qu'à exiger, comme M. Charest, que la question soit claire, limpide et directe, en s'abstenant de chipoter sur le détail superfétatoire de la majorité requise.

■■■

Comme M. Chrétien a une tournure d'esprit littérale, il se peut aussi qu'il ait vraiment pris la question au pied de la lettre, et qu'au lieu d'évoquer une majorité serrée (genre 0,5 ou 2,3 ou 3,1 %), il ait vraiment cru que l'intervieweur lui demandait sa réaction à un résultat de 50 % des voix — plus une seule et unique voix en faveur du OUI.

D'où sa réponse ingénue : « Moi je trouve que la pauvre personne qui a fait la différence, comme dirait Yvon Deschamps, va avoir du trouble... »

On voit mal ce qu'Yvon Deschamps vient faire ici, mais on déduit de ces propos que M. Chrétien croit qu'il se trouverait vraiment une personne en chair et en os qui serait en quelque sorte responsable d'avoir fait pencher la balance en faveur du OUI. On imagine une Madame Tartempion de la rue Panet, sur le perron de laquelle se précipiterait la presse du monde entier pour lui demander pourquoi elle a fait ça.

Cette réflexion de M. Chrétien est assez bizarre, presque autant que ses étonnantes considérations sur les armements nucléaires.

Le vote étant secret, et tout le monde votant en même temps, comment pourrait-on déterminer qui, exactement, a jeté la terrible et dernière voix dans l'urne où reposaient 2 847 935 bulletins marqués OUI et 2 847 935 bulletins marqués NON ?

Cette hypothèse rocambolesque n'aurait pas à être prise au sérieux... à moins que l'objectif réel de M. Chrétien eût été de plaire au Canada anglais en se montrant *tough* avec les « séparatistes ». Cela serait de la même eau que son recours à la Cour suprême, qui ne nous apprendra rien que nous ne sachions déjà sur la légalité de la sécession. Mais cela serait bien dans la nature du personnage.

## Opinions

# Ryan appuie les libéraux

## Le PC ne doit sa remontée qu'à la « performance exceptionnelle » de Charest

CLAUDE RYAN

L'auteur est un ancien chef du Parti libéral du Québec.

On avait craint que la question de l'unité canadienne ne soit escamotée pendant la présente campagne électorale. Mais à mesure que la campagne progressait, elle a heureusement retrouvé la place centrale qu'elle doit, avec l'économie, occuper dans le débat. Cela nous invite à examiner de près le discours des partis à ce sujet. Je le ferai dans la perspective de l'électeur qui refuse le statu quo et la rupture, mais souhaite le renouvellement du fédéralisme canadien de manière qu'il réponde mieux aux conditions d'aujourd'hui.

Dans cette perspective où se situent toujours de très nombreux Québécois, trois partis doivent être exclus au départ : le Bloc québécois, parce qu'il rejette l'idée même du Canada ; le Reform Party, parce qu'il propose une vision qui ramène le Québec au simple rang d'une province comme les autres ; le NPD, parce qu'il n'a pas de programme identifiable et qu'il n'a pas de base au Québec. Le choix doit ainsi être fait entre le Parti libéral du Canada et le Parti progressiste-conservateur.

Le PLC et le PC abordent tous deux la question de l'unité canadienne avec sérieux dans leur manifeste électoral. À travers d'inévitables différences d'accent, chacun se montre attentif aux traits fondamentaux qui font du Canada un pays distinctif. Chacun évite aussi de verser dans la démagogie ou la mièvrerie quand il traite de la situation présente et des solutions qu'il convient d'envisager.

Le PLC propose comme fondement de son programme une définition largement inclusive du Canada. Ce pays, souligne le manifeste, fut habité à l'origine par les peuples autochtones. Il fut fondé par la volonté commune de ses populations francophone et anglophone. Il fut développé grâce à l'apport de personnes d'origines, de cultures, de régions et de provinces différentes. Il comprend deux langues officielles et le Québec, en raison de sa langue et de sa culture, y forme une société distincte. Il embrasse enfin, par sa géographie, des horizons vastes comme le monde. Cette vision du pays résume avec justesse les traits caractéristiques du Canada. On la trouve aussi, quoique de manière plus diffuse, dans le manifeste conservateur.

Dans un pays vaste comme le Canada, la diversité des horizons et des intérêts exige une forte mesure de décentralisation. Mais un rôle important doit aussi incomber au pouvoir central. Les conditions dans lesquelles doivent agir les deux ordres de gouvernement ont longtemps favorisé l'expansion du pouvoir fédéral. Il n'en va toutefois plus de même aujourd'hui. Un partage mieux défini des responsabilités s'impose désormais. Fort heureusement, les deux partis reconnaissent cette réalité et consa-

crent à ce sujet majeur des passages importants de leur manifeste respectif.

Le Parti progressiste-conservateur suggère qu'en matière de santé, d'enseignement postsecondaire et de sécurité sociale, un nouveau partage des responsabilités prenne la forme d'un pacte en vertu duquel le pouvoir fédéral et les provinces s'engageraient à poursuivre ensemble des objectifs communs moyennant une plus grande autonomie fiscale des provinces. Tout est évidemment subordonné à l'acquiescement des provinces mais en soi, ces propositions sont intéressantes. On n'en saurait dire autant, par contre, des projets du PC touchant l'enseignement primaire et secondaire et le commerce interprovincial : inspirés d'une conception à l'américaine du rôle du pouvoir central, ces projets ne sont pas acceptables au Canada. Le PC se dit ouvert à la reconnaissance du caractère distinct du Québec. Mais il le fait sur la pointe des pieds, avec le souci manifeste de n'indisposer personne. (...)

### Unité canadienne

Dans son chapitre sur l'unité canadienne, le PLC préconise un renouvellement sérieux du fédéralisme canadien. Tout en privilégiant les ententes administratives, il s'engage aussi à créer les conditions propices à des modifications constitutionnelles. Il s'engage notamment :

a) à travailler, en collaboration avec les provinces et dans le respect de leurs compétences constitutionnelles, au renforcement de l'union économique et de l'union sociale canadienne ;

b) à poursuivre la révision du partage des tâches entre gouvernements en fonction du principe selon lequel chaque responsabilité doit être attribuée au gouvernement le plus apte à l'exercer pour le plus grand bien de la population ;

c) à promouvoir la reconnaissance explicite du caractère distinct du Québec dans la Constitution ;

d) à garantir au Québec qu'aucun changement constitutionnel d'importance ne sera fait dans l'avenir sans qu'il dispose d'un droit de veto ou de retrait ;

e) à réaffirmer la dualité fondamentale du pays au plan linguistique et à maintenir, voire à renforcer la protection dont jouissent les communautés minoritaires de langue officielle en vertu de la Constitution, de la Charte des droits et de la Loi des langues officielles ;

f) à faire en sorte que le gouvernement fédéral ne puisse plus procéder à l'implantation de programmes à frais partagés dans des domaines de compétence provinciale qu'avec l'accord d'une majorité de provinces et moyennant le droit de retrait, avec compensation financière non participante.

Plus précises que celles du Parti conservateur, ces propositions comprennent la reconnaissance du caractère distinct du Québec, un droit de veto pour le Québec en matière



Claude Ryan

d'amendement constitutionnel et l'encadrement efficace du pouvoir fédéral de dépenser. Étant sauvés certaines nuances qu'il faudra examiner en temps utile, les mesures envisagées présentent de nombreuses convergences avec le programme constitutionnel adopté en mars dernier par le Parti libéral du Québec. Elles sont en outre complétées par un chapitre entièrement consacré aux peuples autochtones. Dans ce chapitre, le PLC reconnaît le droit inhérent des peuples autochtones à l'autonomie gouvernementale ; il s'engage à poursuivre les négociations relatives à leurs revendications territoriales ; il affirme enfin vouloir s'inspirer des recommandations du rapport Dussault pour mieux répondre à leurs aspirations.

### Projet souverainiste

On ne saurait compléter cet examen du manifeste libéral sans dire un mot des passages qu'il consacre aux aspects juridiques du projet souverainiste. Dans une déclaration faite à la Chambre des communes, le 8 octobre 1996, le ministre de la Justice, M. Allan Rock, affirmait : « Les principaux dirigeants politiques de toutes les provinces sont convenus depuis longtemps que ce pays ne sera pas maintenu contre la volonté clairement exprimée des Québécois. Et ce gouvernement (fédéral) souscrit à cette proposition. Cette position découle en partie de notre tradition de tolérance et de respect mutuel, mais elle s'explique aussi par le fait que nous savons d'instinct que la qualité et le bon fonctionnement de notre démocratie requièrent le consentement de tous les Canadiens. » Cette déclaration reconnaît explicitement le droit du peuple québécois à décider librement de son avenir politique. Si elle résume adéquatement la position du Parti libéral du Canada, comme on doit raisonnable-

ment le présumer, elle écarte tout conflit possible au plan des principes.

Il ne suffit pas toutefois d'énoncer un principe. Il faut s'en inspirer pour l'action. Ici, deux ordres de valeurs sont en présence. D'une part, une responsabilité indéniable incombe au Parlement et au gouvernement du Canada pour le maintien de l'unité du pays. Il serait aberrant que le pouvoir central n'ait rien à dire dans un dossier mettant en cause l'existence même du pays. D'autre part, le cas du Québec est très particulier, vu la dimension nationale qui s'y rattache. Il faut viser en conséquence à ce que la volonté du peuple québécois puisse s'exercer librement, sans contrainte extérieure.

Vu le résultat serré du référendum de 1995, vu aussi que, malgré des secousses passagères, l'opinion publique évolue plutôt lentement en cette matière, l'idéal serait qu'il n'y eût point de nouveau référendum dans l'avenir prévisible. Le moyen le plus sûr de prévenir cette éventualité serait que le PLQ remporte la victoire aux prochaines élections générales. Le réalisme politique oblige cependant à ne pas écarter du revers de la main la possibilité d'un troisième référendum. Il exige aussi que, de part et d'autre, on soit préparé à faire face à cette éventualité.

Dans l'hypothèse où, sortant vainqueur de la prochaine élection québécoise, le PQ voudrait précipiter un autre référendum, il serait peu réaliste de s'attendre à ce que s'établisse entre Québec et Ottawa une collaboration plus pressentie que celle qui existe actuellement en ce qui concerne les règles du jeu. Il faut plutôt prévoir le contraire. Cependant, le gouvernement du Québec aura plus fortement que jamais la responsabilité de soumettre à la population une question honnête et claire. Il pourrait éviter les malentendus tragi-comiques qui persistent même dans le camp souverainiste deux ans après le dernier référendum, en soumettant la prochaine fois à la population une question simple, droite, claire, nette, dénuée de toute entourloupette.

Une bonne façon d'obtenir ce résultat serait de soumettre la question à une large consultation préalable et d'accepter qu'elle doive être approuvée par au moins les deux tiers des députés à l'Assemblée nationale. À défaut de solides garanties de limpidité et de transparence, l'opération référendaire s'enclencherait une fois de plus dans un climat entaché d'une dangereuse ambiguïté. Si tel est le cas, le gouvernement fédéral se sentira tenu — comme il le fit d'ailleurs en 1980 et 1995 sans que cela ait été suffisamment noté — de refuser de s'engager à l'avance à reconnaître un résultat qui aurait été obtenu à l'aide d'une question équivoque.

Il serait vain de prétendre nier au gouvernement fédéral ce pouvoir de réserver sa réaction. Ailleurs au Canada, on lui en ferait au contraire une obligation. Il suffit de penser aux complications énormes qu'il pourraient découler d'une im-

passé post-référendaire entre Québec et Ottawa sur le sens à donner au résultat de la consultation populaire, pour se rendre compte de l'intérêt qu'il y a pour tout le monde à clarifier certaines choses avant et non après un éventuel référendum.

Le PLC est en terrain solide quand il réclame que tout débat autour d'un éventuel référendum se fasse sous le signe de la franchise et de la clarté. Il n'en va pas de même, cependant, de certains recours qu'il envisage ou laisse entrevoir à cette fin. Plus particulièrement, le renvoi à la Cour suprême et la possibilité d'une loi fédérale énonçant les conditions d'un futur référendum ne sont pas de nature à faciliter l'avancement du dossier. Ils risquent plutôt de l'envenimer. Lors de l'opération de 1981, l'intervention de la Cour suprême dans le dossier de la formule d'amendement contribua fortement à l'isolement du Québec ; vu les conditions peu satisfaisantes dans lesquelles s'engage le nouveau recours à la Cour suprême, on ne peut rien présager de meilleur cette fois-ci. Quant à l'idée d'une loi fédérale sur les conditions d'un éventuel référendum sur l'indépendance du Québec, elle apparaît difficilement conciliable avec la reconnaissance du droit du peuple du Québec à décider librement de son avenir.

### Suivi sérieux

Hypothéqué par le souvenir amer de l'opération unilatérale de 1982, le PLC a dû, depuis 15 ans, se contenter d'une minorité de sièges au Québec à chacune des trois élections générales tenues en 1984, 1988 et 1993. Secoué par le résultat du référendum de 1995, il a néanmoins commencé au cours du dernier mandat à apporter un suivi sérieux à la volonté de changement qui s'exprima alors au Québec. En témoignent entre autres l'adoption d'une résolution favorable à la société distincte à son dernier congrès national et l'entente sur la formation de la main-d'œuvre. Dans son manifeste électoral, le PLC s'engage à faire davantage. Sauf là où elles glissent dans l'ornière du Plan B, ses propositions traduisent un souci réel d'harmonisation avec les orientations du Parti libéral du Québec.

En raison de la teneur générale de son programme, des gestes faits depuis deux ans par le gouvernement Chrétien, du renouvellement prometteur de l'équipe ministérielle québécoise, de la qualité nettement supérieure de son équipe de candidats à travers le pays et de la crédibilité plus grande qui doit lui être attribuée en matière de gestion des finances publiques et de politique économique, le Parti libéral du Canada se révèle la formation la plus apte à diriger le gouvernement fédéral au cours du prochain mandat. Et cela, nonobstant la remontée impressionnante du Parti progressiste-conservateur, attribuable de toute évidence à la performance exceptionnelle de Jean Charest bien plus qu'à la qualité des candidats qui l'entourent.

## Élections 97



## Un vote coûteux...

■ L'exercice du droit de vote peut avoir des conséquences sérieuses pour les citoyens. Certains se rendent compte que ce grand privilège démocratique finit par leur coûter leur chemise, ou un bras, ce qui n'est guère mieux.

Hier à Longueuil, des électeurs s'étant prévalus de leur droit de voter par anticipation n'ont pas mis beaucoup de temps pour constater qu'ils venaient de s'appauvrir un peu plus : au sortir du bureau de scrutin installé au 390, Bord de l'eau, ils ont eu la surprise de trouver, plaquée sur le pare-brise de leur véhicule, une belle contravention !

« C'est frustrant, a souligné un citoyen qui, de toute évidence, se retenait pour ne pas lâcher quelques gros mots. Je n'étais même pas venu pour voter moi-même mais pour permettre à deux personnes âgées de le faire en les emmenant en automobile au bureau de scrutin. Ça me coûte 42 \$ ».

Ce citoyen a affirmé qu'il a été incapable de dénichier dans les environs une autre place de stationnement et qu'environ une dizaine d'automobiles garées devant le bureau de scrutin arboraient une contravention. Et il a émis ce dernier commentaire : « Ce n'est pas normal que la police rôde autour des bureaux de vote pour se remplir les poches. »

Au Service de police de Longueuil, une officière a émis des doutes sur le fait qu'il aurait été difficile de trouver des places de stationnement dans le secteur. « Si cela avait été le cas, a-t-elle dit, la Ville aurait probablement émis un avis de tolérance. »

## « Réveillez-vous, les gars ! »

■ La leader du Nouveau Parti démocratique, Alexa McDonough, en a assez de voir ses homologues du Parti libéral, du Parti conservateur, du Bloc québécois et du Parti réformiste se concentrer sur le thème de l'unité canadienne. « C'est le temps de vous réveiller, les gars ! » a-t-elle lancé à leur intention devant un auditoire de 300 personnes à Toronto.

Selon Mme McDonough, les chefs des autres partis oublient un peu trop de s'intéresser à des questions comme le chômage, les soins de santé, l'éducation et la pauvreté chez les enfants.

« La maison est en feu et ils ne veulent que parler de ses plans », a-t-elle dit.

## Mercredi craint les réformistes

■ Ovide Mercredi ne se sent vraiment pas d'atomes crochus avec le parti de Preston Manning.

Le chef de l'Assemblée des Premières nations a même dit au cours d'une conférence à Edmonton que, advenant l'élection d'un gouvernement réformiste, on assisterait à « une escalade de confrontations » entre les autochtones et les dirigeants politiques du Canada.

« Nous ne céderons pas nos droits », a averti M. Mercredi, qui a poursuivi en signalant que les autochtones n'accepteront jamais les réductions des programmes sociaux proposées dans la plate-forme réformiste qui auraient pour effet d'accroître les souffrances dans les communautés amérindiennes.

## Un député...sous surveillance ?

■ Le candidat néo-démocrate dans le comté de Verdun-Saint-Henri promet que, s'il est élu, il pourrait être « débarqué » une fois par année par ses électeurs s'il ne leur donne pas satisfaction.

Claude Ledoux a concocté une formule suivant laquelle un comité de 10 représentants de son comté pourraient rencontrer leur député une fois par mois pour discuter avec lui de son travail à Ottawa et pour lui prodiguer des conseils. La formule prévoit également une assemblée générale annuelle avec ses électeurs au cours de laquelle ceux-ci pourraient non seulement demander à leur député de rendre des comptes sur son travail, mais aussi obtenir qu'il démissionne et qu'une élection partielle soit déclenchée.

C'est ce qui ferait que dans Verdun-Saint-Henri, le député serait vraiment sous surveillance !

Jules Béliveau

# Gilles Duceppe compare les autres chefs à des poupées-gigognes

KATIA GAGNON  
RIMOUSKI

Les chefs de partis fédéraux qui ont successivement tenté de régler la question constitutionnelle font penser à une série de poupées-gigognes, toutes semblables : la première, la « mère de toutes les poupées », c'est Pierre Trudeau et la dernière, la plus petite, c'est Jean Charest, pareille à la première mais vide à l'intérieur.

La comparaison est du chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, qui a profité d'un passage à Rimouski, au lendemain des déclarations controversées du premier ministre Chrétien sur la question référendaire, pour livrer son meilleur discours de la campagne devant quelque 400 militants. « La dernière poupée (Jean Charest) c'est la plus belle. Elle parle. Mais quand on regarde à l'intérieur, c'est vide,

il n'y a plus rien. C'est le trou noir », a ironisé le chef bloquiste.

M. Duceppe a pourfendu avec feu tous les partis de la scène fédérale, s'attardant bien sûr à Jean Chrétien, mais surtout au chef conservateur, Jean Charest, qu'il cherche visiblement à associer aux déclarations du premier ministre. « René Lévesque a pris le beau risque, Lucien Bouchard l'a assumé, dans l'honneur et l'enthousiasme. Il a perdu son enthousiasme, mais il a gardé son honneur. Pas comme Jean Chrétien. Et Jean Charest nous propose, lui, un autre beau risque, mais pas dans l'honneur et l'enthousiasme : sous la menace. C'est le beau risque ratatiné », a-t-il lancé.

M. Duceppe a accusé le chef conservateur de vouloir « bernier les Québécois » en restant dans la vague quant à ses intentions au lendemain d'un OUI. « Il se

sert du Québec : il attaque nos droits, mais d'une autre façon, plus subtilement. C'est un maître de l'illusion ».

Quant à Jean Chrétien, « il demande aux Québécois de lui accorder un mandat pour écraser nos droits. Jamais on n'acceptera ça », a tonné le chef bloquiste. « M. Chrétien nous dit : 'Si vous votez OUI, ça va être NON quand même parce que vous êtes pas assez grands pour décider vous-mêmes.' »

Bref, les chefs de partis ont tous la même tactique, s'insurge le chef bloquiste. « Pour gagner des votes au Canada, ils jouent au matamore avec le Québec. C'est toujours la même recette : sur le dos des Québécois ». Et il est temps, conclut-il, de « ranger les poupées dans le placard et d'élire des députés du Bloc qui vont dire que les Québécois n'embarquent plus dans des illusions. »



Aline Aubut



Raymond Lavigne



Donald Longuépée

## L'un rame, l'autre rit

MICHÈLE QUIMET

Dans le local électoral d'Aline Aubut, la candidate conservatrice de Verdun-Saint-Henri, les murs sont tapissés de photos de Jean Charest. Visiblement, Mme Aubut sait lire les sondages.

Lorsqu'elle fait son porte-à-porte, elle n'en a que pour M. Charest qu'elle nomme, mine de rien, « Jean » ou encore, plus intimement, « mon homme », histoire de prouver que son chef et elle sont à tu et à toi.

Pourtant, Mme Aubut a rencontré M. Charest à deux ou trois reprises seulement. Dans la vraie vie, ils se vouvoient.

Mme Aubut table donc sur la popularité de son chef et conspu Jean Chrétien qui met, dit-elle, de « l'eau sur le feu ». Oui, oui, de l'eau.

Sur son dépliant, elle aligne toute une liste d'occupations — il y en a exactement 12 — qui vont de fondatrice de la Fédération des doyens du Canada à membre du Club optimiste de Verdun en passant par membre du Club Toastmasters de Montréal.

Et c'est quoi, ça, les Toastmasters ? C'est une association qui montre aux gens comment parler en public, précise Mme Aubut.

« Vous en avez fait des affaires, vous ! » dit, impressionnée, une vieille dame en agitant le dépliant de Mme Aubut.

Avec ou sans l'aide de Jean Charest, Mme Aubut a toute une côte à remonter. En 1993, Verdun a élu un libéral, Raymond Lavigne, avec une faible majorité de 549 voix, talonné par la bloquiste Kim Beaudoin. La nouvelle carte électorale favorise le Bloc, qui jouit d'une avance de 284 votes.

Le candidat libéral et député sortant, Raymond Lavigne, est un véritable feu roulant de blagues. Son local est situé dans un ancien magasin Croteau. « Ici, plaisante-t-il, vous avez deux votes pour le prix d'un ! »

Dès 5 h 30 le matin, M. Lavigne se pointe au métro, sapé comme un pape, pour serrer les mains des électeurs éberlués qui ont encore l'oreiller étampé dans le visage. Mais la stratégie porte : les citoyens sont tout étonnés, pour ne pas dire impressionnés, de voir un politicien se lever d'aussi bonne heure pour les saluer.

Parfois, mais c'est plutôt rare, M. Lavigne tombe sur un type plutôt agressif. « Écoeurrez-moué pas avec vos osties de bébelles ! » lui a lancé un jeune homme qui s'est ensuite engouffré au pas de charge dans le métro.

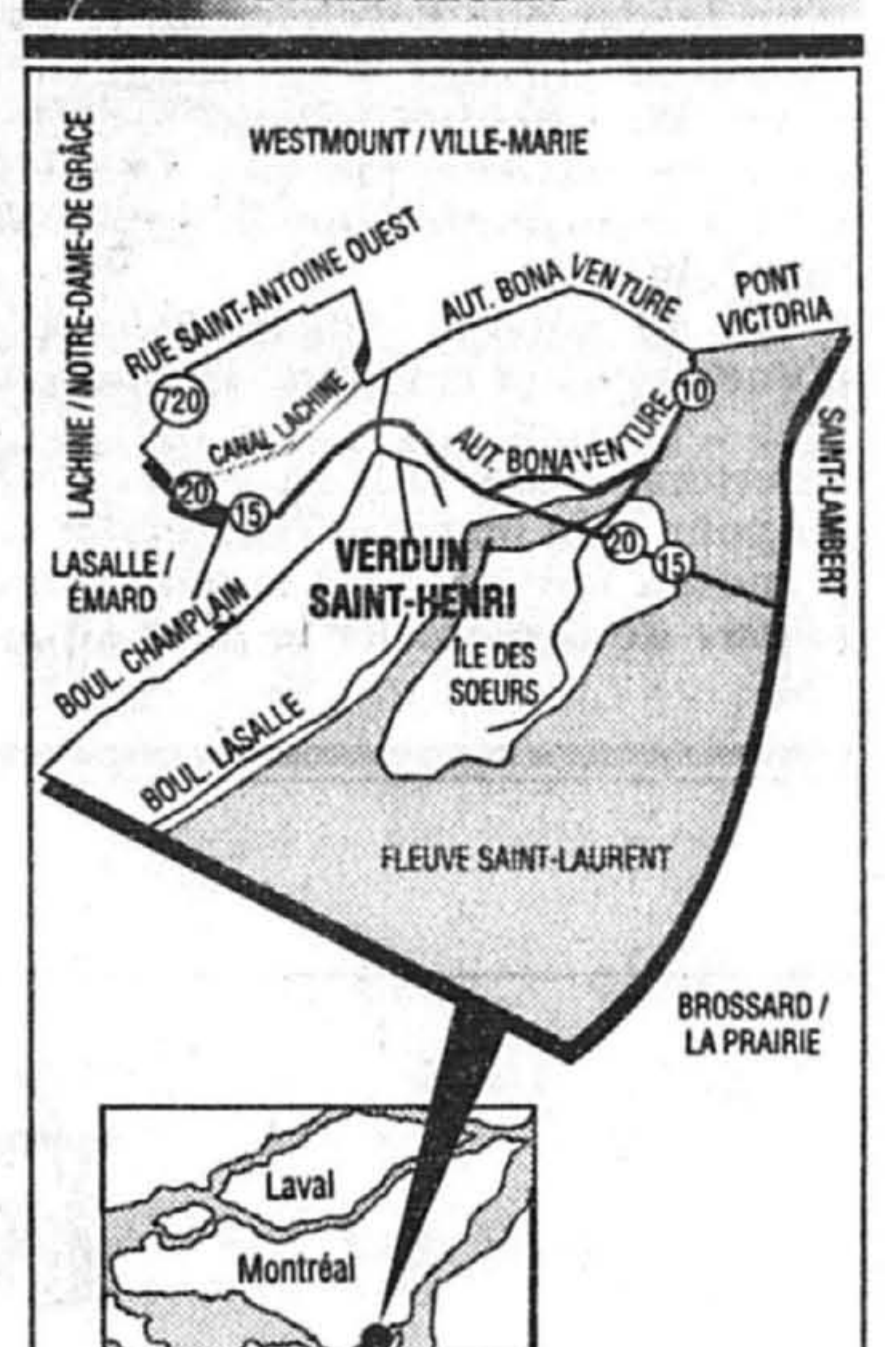
Pendant que Raymond Lavigne se frotte les mains et croit sentir le vent de la victoire, le candidat bloquiste, Donald Longuépée, rame avec l'énergie du désespoir. « Hier (jeudi), dit-il, j'ai serré entre 1700 et 1800 mains. »

Le comté est loin d'être acquis aux souverainistes. Lors du référendum de 1995, 57,2 % des électeurs ont voté NON. Les déboires de la campagne bloquiste, couplés au mécontentement des travailleurs devant les compressions exercées par le gouvernement Bouchard — Verdun est un comté de travailleurs à revenus plutôt modestes, si on excepte l'enclave cossue de l'Île-des-Sœurs — donnent du fil à retordre au candidat, un Madelinot de 41 ans qui, contrairement à Mme Aubut, ne parle jamais de son chef.

M. Longuépée est un véritable moulin à paroles. Il salue tout le monde, part dans de longues explications sur le thème « c'est la faute au fédéral », serre des mains, sourit et repart aussitôt pour s'arrêter... deux pas plus loin. Traverser un couloir d'hôpital avec lui — vendredi, il a rencontré les employés du Centre hospitalier Angrignon — prend un temps fou.

Mais M. Longuépée a intérêt à serrer encore bien des mains s'il veut arracher le comté le 2 juin...

## Portrait de Verdun-Saint-Henri



## Résultats de 1993

LAVIGNE, Raymond (PLC)	19 644
BEAUDOIN, Kim (BQ)	19 095
MARTIN, André (PC)	3 864
LEDoux, Claude (NPD)	860
BEAUDIN, Jean-Marc (P. VERT)	598
AUTRES	905

Majorité 1993: Parti Libéral 549 voix  
Avec la nouvelle carte électorale: majorité bloquiste de 284 voix

## Candidats en 1997

AUBUT, Aline (PC)
BEAUSOLEIL, Michèle (LN)
LAVIGNE, Raymond (PLC)
LEDoux, Claude (NPD)
LONGUÉPÉE, Donald (BQ)
MASSAND, Deepak (PR)
ROYER, Geneviève (M-L)

## Population (%)

Francophones	69,6	Non-francophones	30,4
--------------	------	------------------	------

## Référendum 1995 (%)

OUI	42,8	NON	57,2
-----	------	-----	------

Infographie La Presse



## Élections 97

## Chrétien assure qu'il y aura de moins en moins de chômeurs au Canada

GILLES TOUPIN  
CALGARY

Le taux de chômage continuera de baisser sous un gouvernement libéral, a assuré hier Jean Chrétien, qui a cependant refusé de chiffrer ses objectifs à ce chapitre.

Le taux de chômage au Canada, en janvier 1994, était de 11,4 % et il est maintenant, selon les dernières données de Statistique Canada, de 9,6 %, ce qui représente environ 1,4 million de sans-emploi.

La Presse a demandé au premier ministre hier s'il pouvait assurer les Canadiens d'une diminution du chômage dans l'éventualité d'une victoire libérale le 2 juin. M. Chrétien a été catégorique: « Je pense que oui, a-t-il dit, parce que tous les économistes disent à ce moment-ci que le Canada connaît la meilleure croissance économique en 1997 de tous les pays du monde industrialisé et ils prévoient la même chose en 1998. »

Selon le chef libéral, il s'est créé lors des deux derniers mois 93 000 nouveaux emplois nets au pays. Depuis que les libéraux sont au pouvoir, a ajouté le premier ministre, il s'est créé 794 000 nouveaux emplois. M. Chrétien considère que la conjoncture actuelle, avec ses taux d'intérêt faibles, favorise les investissements des entreprises et la création d'emplois.

« Personne ne peut vous donner un chiffre exact dans ce domaine-là, a-t-il dit, en raison des fluctuations du marché du travail. Mais le Canada est en excellente position à ce moment-ci. »

## Éducation: les bleus compenseraient une province qui n'adhérerait pas aux normes nationales

du bureau de La Presse, QUÉBEC

Les provinces qui ne voudraient pas adhérer à des normes nationales en éducation pourraient obtenir une compensation du gouvernement fédéral, selon le sénateur conservateur Jean-Claude Rivest.

« Le Québec a des ententes avec la France sur les équivalences de diplôme. Pourquoi ne pourrait-il pas en avoir avec le reste du pays ? » a demandé M. Rivest, qui a servi sous Robert Bourassa pendant plusieurs années.

La veille à Québec, l'ancien premier ministre Jacques Parizeau avait attaqué le programme électoral du Parti conservateur, y relevant une ingérence inacceptable du gouvernement fédéral en matière d'éducation. Pour le sénateur Rivest, le programme conservateur est limpide: aucune province ne sera tenue de participer contre son gré à un programme fédéral. « Dans un secteur comme l'éducation, les prérogatives de l'Assemblée nationale sont absolues », a affirmé M. Rivest.

Le programme conservateur prévoit des examens nationaux pour définir des standards, mais les provinces pourront s'y soustraire. Le PC projette aussi un fonds cofinancé avec les provinces pour l'éducation, mais les provinces qui ne voudront pas en faire partie devraient avoir pleine compensation, souligne M. Rivest.

« Et même si elle y adhérerait, l'Assemblée nationale pourrait décider plus tard de s'en retirer », a conclu le sénateur.

## À trois pour abattre Charest

McKenna, Savage et Tobin prennent le sentier de la guerre contre le chef conservateur

VINCENT MARISSAL  
STEPHENVILLE, Terre-Neuve

Jean Charest est peut-être le politicien le plus populaire au Canada, mais ce n'est certainement pas le cas auprès des premiers ministres des Maritimes, qui se sont mis à trois hier pour lui barer la route.

Les premiers ministres du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse, Frank McKenna et John Savage, se sont joints hier à leur collègue terre-neuvien Brian Tobin afin d'inviter les électeurs à rejeter Jean Charest, au moment même où le chef conservateur faisait campagne dans la capitale de Terre-Neuve.

Selon les trois confrères, le retour aux provinces de points d'impôts promis par les conservateurs privera les provinces maritimes de 100 millions de dollars par année dans les budgets d'éducation et de santé. À l'instar de leur collègue Jean Chrétien, MM. Tobin, McKenna et Savage préchent en faveur du système actuel de transferts en argent.

Déstabilisé par ce barrage libéral, Jean Charest a accusé ses détracteurs d'être en service commandé pour le compte du premier ministre Jean Chrétien.

« C'est à se demander où étaient les premiers ministres libéraux provinciaux quand Jean Chrétien a brisé sa promesse en coupant de 40 % dans les transferts en argent », a fulminé Jean Charest.

Aujourd'hui premier ministre de Terre-Neuve, M. Tobin était ministre du cabinet Chrétien au moment des compressions dans les transferts aux provinces.

« C'est le même Brian Tobin qui a dit en 93 qu'il allait garantir le financement pour la santé et l'éducation », a continué M. Charest, visiblement ébranlé par le croc-en-jambe des alliés de Jean Chrétien.

Les points d'impôt permettront aux provinces riches d'augmenter leurs revenus en période de croissance, mais pénaliseront les provinces plus pauvres, affirment les libéraux provinciaux en écho au grand frère fédéral.

« Faux, rétorque M. Charest. Notre pro-



Le chef conservateur, Jean Charest, a participé à une émission radiophonique hier, à St. John's.

gramme prévoit un fonds de stabilisation pour compenser les provinces, c'est écrit noir sur blanc.

En fait, les provinces pauvres recevront même plus d'argent en vertu de ce fonds, soutient le chef conservateur.

« Ça montre à quel point ils sont pris de panique et ça montre qu'ils prennent leurs ordres de la maison mère à Ottawa. La population ici ne sera pas leurrée par ça; c'est manigancé par Jean Chrétien, ça ne convaincra pas beaucoup de gens de la validité de leur propre engagement. »

Accusant les premiers ministres libéraux des Maritimes de servir Jean Chrétien et non leurs concitoyens, M. Charest ajoute que « c'est exactement ce qui cloche dans ce coin de pays ».

Consolation pour Jean Charest, le premier ministre conservateur de l'Île-du-Prince-Édouard, Pat Binns, a fait preuve de solidarité en appuyant sa campagne.

La contre-attaque libérale coïncide avec la visite de deux jours de M. Charest dans les provinces de l'Atlantique, une région où les conservateurs croient pouvoir marquer des points.

La semaine dernière, les libéraux ont dépêché Paul Martin à Halifax, en même temps que Jean Charest, dans le but de court-circuiter son message.

Le populaire ministre des Finances a réduit en pièces les promesses de baisse d'impôts des conservateurs, affirmant que Jean Charest avait tout faux dans ses calculs.

La stratégie a porté fruit: les médias ont relevé autant la visite de Paul Martin que celle de Jean Charest.

La journée d'hier a été particulièrement frustrante pour Jean Charest, qui a pu constater que les libéraux récoltent tout le mérite pour la réalisation de la plateforme de forage Hibernia, un projet qui a vu le jour sous le gouvernement Mulroney.

Engagée dans un véritable marathon, la campagne Charest s'est arrêtée dans les quatre provinces hier, moins d'une heure à certains endroits. Le temps presse, les rencontres avec les militants sont organisées dans les aéroports, à quelques enjambées du DC-9 d'Air Canada nolisé pour la campagne.

## Manning contredit sa propre publicité

Presse Canadienne  
CALGARY

Le chef du Parti réformiste, Preston Manning, semble contredire ses propres messages publicitaires, qui font référence à l'origine québécoise de ses rivaux.

Il a dit hier que les origines d'une personne n'avaient aucune importance, quand on lui a demandé de réagir aux déclarations de la députée bloquiste Suzanne Tremblay, qui a remis en question dimanche l'origine francophone du leader conservateur, Jean Charest, parce que son certificat de naissance indique que son véritable prénom est « John ».

Pourtant, les messages publicitaires télévisés du Parti réformiste font grand cas du fait que MM. Charest et Jean Chrétien sont tous deux d'origine québécoise, et

affirment qu'il est temps que quelqu'un d'une autre région du pays prenne en main le débat sur l'unité nationale.

« Je n'aime pas ces discussions sur les origines des gens. Nous disons que le débat sur l'unité ne devrait pas être mené uniquement par les politiciens du Québec. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de place pour les politiciens du Québec. Il est évident que nous pensons qu'ils ont un rôle à jouer », a dit M. Manning.

« Mais si vous voulez vendre l'idée de changements fondamentaux dans l'Ouest, les gens veulent en entendre parler par des gens de leur coin de pays », a-t-il ajouté.

Il s'est dit amusé par toute la controverse ayant entouré la publicité du parti.

« Je crois que les politiciens traditionnels sont à un cheveu d'apprendre que le

public s'aperçoit que le roi est nu, et il est embarrassant de savoir que des millions de personnes vous voient nu », a-t-il ajouté.

M. Manning a rejeté l'idée selon laquelle les positions très fermes de son parti sur la question de l'unité nationale faisaient en fait le jeu des souverainistes québécois.

« Il existe des vérités à propos d'un vote pour la sécession que ni les souverainistes ni les fédéralistes partisans du statu quo ne diront jamais aux Québécois. Mais nous, nous leur dirons ces vérités », a dit le chef réformiste.

M. Manning s'est dit favorable à la tenue de référendums pour permettre à la population du pays de se prononcer sur les grands enjeux nationaux. Il s'est dit également en faveur d'un plus grand nombre de votes libres en Chambre.

AGENT DE BORD, COPILOTE,  
JOURNAUX ET ARACHIDES EN SUS.

PRODUIT D'UNE LONGUE TRADITION DANS LE  
DOMAINE DE L'AÉRONAUTIQUE, LA SAAB 900  
EST LA PREUVE VIVANTE QU'ON PEUT  
S'ÉLEVER AU-DESSUS DE LA MÊLÉE TOUT  
EN GARDANT LES 4 ROUES BIEN SUR TERRE.

EN EFFET, LA SAAB 900 PEUT À JUSTE  
TITRE ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME UN  
VÉHICULE DE CLASSE MONDIALE ET CE,  
GRÂCE À L'ÉQUILIBRE PARFAIT QU'ELLE  
A SU CRÉER ENTRE UNE MANIABILITÉ,  
UNE PUISSANCE, UNE TENUE DE ROUTE  
EXCEPTIONNELLES ET UN NIVEAU DE  
SÉCURITÉ HORS DU COMMUN.

DE TOUTE FAÇON, PEUT-ON VRAIMENT  
S'ATTENDRE À AUTRE CHOSE D'UNE VOITURE  
CROISÉE AVEC UN AVION?

À PARTIR DE 29 900 \$\*

\*PDSF. LES CONCESSIONNAIRES PEUVENT FIXER UN PRIX  
MOINDRE. TRANSPORT, TAXES ET IMMATRICULATION EN SUS.



SAAB

À contre-courant.

# Au pays de Manning, Chrétien joue la carte du pouvoir

GILLES TOUPIN  
CALGARY

**Sans mettre de gants blancs et avec la superbe de quelqu'un qui est de plus en plus convaincu de remporter la victoire, Jean Chrétien a signifié clairement aux Albertains, hier, que s'ils voulaient être convenablement représentés à Ottawa ils auraient tout intérêt à élire des députés libéraux le 2 juin.**

Parlant dans un grand restaurant chinois de Calgary devant 500 personnes, le premier ministre a déclaré qu'il ne promettait jamais à l'avance aux électeurs d'une région un poste ministériel pour leurs élus mais, a-t-il précisé plus tard lors d'un point de presse, « s'ils n'ont pas de membre au Parlement, c'est tant pis », voulant ainsi faire comprendre qu'il valait mieux que les Albertains mettent toutes les chances de leur côté. Un vote pour un candidat réformiste, c'est à coup sûr, selon le premier ministre, un vote pour un candidat qui n'a aucune chance de se retrouver du bon bord de la Chambre des communes.

Entouré de son ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, de son ministre du Transport, David Anderson, de son ministre de l'Agriculture, Ralph Goodale, et de son ministre des Ressources naturelles, Ann McLellan, tous de l'Ouest, M. Chrétien a fait l'éloge de son équipe libérale en affirmant que ses candidats dans Calgary étaient supérieurs aux candidats de tous les autres partis.

Ces remarques de M. Chrétien se voulaient une réponse directe au sondage récent du *Calgary Herald*, qui donne aux réformistes la totalité des sept circonscriptions de la ville. Le premier ministre a ainsi commencé sa dernière tournée de trois jours dans l'Ouest avant le scrutin de lundi prochain en s'en tenant à sa nouvelle ligne dure contre le parti de Preston Manning, dont la force est encore intacte en Alberta et en Colombie-Britannique.

Le chef libéral a repris ses attaques contre M. Manning et ses discours qui sèment la division au pays. Il a opposé à cette attitude « inacceptable » le travail de son gouvernement qui, a-t-il dit, permet enfin de transformer nos rêves



À Winnipeg, hier, Jean Chrétien a visité une usine de fabrication d'autobus où il s'est installé derrière le volant de l'un des véhicules. Quelques ouvriers de l'usine New Flyer Industries l'ont accueilli par des huées.

en réalité. « Le temps de récolter les bénéfices de ce travail dur est venu », a-t-il lancé en promettant de poursuivre l'effort entrepris il y a trois ans et demi. « Ce pays ne sera pas un bon pays pour chacun d'entre nous, a-t-il ajouté, tant que ça ne sera pas un bon pays pour nous tous. »

Brandissant la menace que le Parti réformiste pourrait ramener la Programme énergétique national (PEN) adopté par un gouvernement libéral — une horreur pour l'Ouest canadien, qui veut garder le

contrôle sur son énergie — M. Chrétien a dit, provoquant les rires de la foule, que le seul PEN que pouvait proposer Manning était celui de la « Politique négative électorale ». Il a aussi suscité les applaudissements de son auditoire lorsqu'il a dit qu'il ne « laisserait pas le Parti réformiste établir un système d'assurance-santé à l'américaine ».

Plus tôt dans la journée, la caravane libérale faisait une rapide incursion à Winnipeg où le premier ministre a visité une usine de fabrication d'autobus. Quelques ou-

vriers de l'usine New Flyer Industries ont accueilli le premier ministre par des huées. Certains d'entre eux, des anciens libéraux qui ont promis devant les journalistes de voter Reform ou conservateur, ont exprimé aux journalistes leur mécontentement face au gouvernement libéral qui n'a pas tenu sa promesse d'abolir la TPS et qui n'a pas daigné reporter le déclenchement des élections au plus fort des inondations de la rivière Rouge. Assurément, les autobus ne portent pas chance aux candidats dans cette campagne.

Qui dit vrai?

## La tortue et le boeuf

ANDRÉ PRATTE

Le Parti conservateur peut-il remporter 40 des 75 sièges du Québec, comme l'a prédit samedi Jean Charest ?

Il y a, c'est évident, une bonne dose de bravade dans la prévision de M. Charest. Comme il y en a dans la réplique du leader bloquiste Gilles Duceppe : « Ça me fait penser à la grenouille de la fable: il se gonfle tous les jours, mais sa ballonne va péter le 2 juin ! »

En faisant cette analogie, M. Duceppe ignorait deux différences fondamentales entre la présente campagne électorale et la fable de Lafontaine. D'une part, dans ce cas-ci, la concurrente du boeuf n'est pas une grenouille mais une tortue, reconnue pour chauffer les fesses des lièvres les plus rapides. D'autre part, dans la fable, le boeuf ne se dégonflait pas en même temps que la grenouille grossissait.

Cela dit, pour gagner dans 40 circonscriptions, les conservateurs devront non seulement battre le Bloc dans une douzaine de comtés où ils paraissent d'ores et déjà bien placés, mais gagner dans la quinzaine de circonscriptions où la lutte s'annonce serrée ET en voler une douzaine d'autres où la majorité bloquiste en 1993 semble, à l'heure qu'il est, insurmontable. C'est un gros contrat.

Prenons un cas typique, celui de la circonscription de Saint-Jean. En 1993, le Bloc avait amassé 57 % du vote, contre 26 % pour les libéraux et 14 % pour les conservateurs. Pour que les conservateurs puissent l'emporter dans un tel comté, il faudrait que leur vote augmente de 160 %, tandis que celui du Bloc fondrait de 40 %. Déjà, au niveau national, les conservateurs ont augmenté leur vote de 120 % par rapport à 1993, tandis que le Bloc a perdu 33 % du sien. Si cette situation se maintient jusqu'au 12 juin, les conservateurs gagneront entre 10 et 20 sièges. Pour atteindre les 40 envisagés par M. Charest, il faudrait que la tortue se gonfle encore un peu plus... tandis que le boeuf deviendrait carrément rachitique.

### L'os indépendantiste

Que signifie, au niveau national, une augmentation de 160 % du vote conservateur de 1993 ? Que le PC obtiendrait 35 % du vote, alors que les sondages les plus récents lui en accordent 31 %. Des 32 % qu'on lui accorde présentement, le Bloc chuterait sous la barre des 30 %.

Ce petit calcul maison est confirmé par l'évaluation plus scientifique faite à notre demande par le sociologue Pierre Drouilly, de l'UQAM. Selon lui, pour se retrouver avec 41 sièges au Québec le soir du 2 juin, les conservateurs devraient obtenir la faveur de 36 % des Québécois, contre 32 % pour le PLC et 28 % pour le Bloc. Suivant un tel scénario, le Bloc s'effondrerait de 53 à 12 sièges !

Il suffirait d'une montée d'à peine quatre ou cinq points de pourcentage pour que la tortue devienne plus grosse que le boeuf. Quatre ou cinq points, quand on pense que le PC en a gagné 13 ou 14 depuis le début de la campagne, ça semble peu. Sauf que ces points seront beaucoup plus difficiles à arracher. À partir de maintenant, les conservateurs s'attaquent à l'os indépendantiste.

Les charestistes pourraient-ils aller chercher les votes qui leur manquent du côté libéral ? Là encore, c'est possible, mais ce vote rouge est tellement stable qu'on voit mal pourquoi il se mettrait brusquement à s'effriter.

Le dernier sondage Léger & Léger montre que 71 % des personnes manifestant l'intention de voter Bloc disent que leur décision est coulée dans le béton. C'est le cas de 66 % des électeurs libéraux. Il y a beaucoup plus de flottement chez les électeurs conservateurs, dont seulement la moitié sont certains de leur coup. C'est une donnée très inquiétante, surtout pour un parti dont l'organisation est, selon toute apparence, fort modeste.

Il n'est donc pas impossible que la tortue se fasse plus grosse que le boeuf. « C'est mathématiquement possible, mais très peu probable », selon Pierre Drouilly. Autrement dit, il faudrait un petit miracle.

Il serait moins étonnant de voir la tortue se dégonfler de deux ou trois points. En quel cas M. Charest devrait se contenter d'une dizaine de sièges.

## La stratégie de Manning rapporte

Reuter  
OTTAWA

**Au moment où la campagne électorale entre dans sa dernière étape, les réformistes semblent gagner chaque jour de nouveaux appuis, tandis que le Bloc québécois perd du terrain, indique un sondage de l'agence Reuter rendu public hier.**

L'enquête, menée par la firme Zogby International au cours des trois derniers jours, démontre que le Parti réformiste recueille 19,3 % des intentions de vote, une hausse notable par rapport aux 16,9 % enregistrés dimanche.

Par ailleurs, le Bloc québécois a

vu ses appuis glisser, à l'échelle nationale, de 6,6 %, dimanche, à 6,3 %, hier.

Les résultats d'hier révèlent aussi que les libéraux conservent leur avance à l'échelle nationale, en dépit d'un léger fléchissement de la faveur populaire. Le Parti libéral recueillait hier 42,2 % des intentions de vote contre 43,8 % dimanche et 45,4 % lors d'un sondage Zogby mené le 16 mai dernier.

Les conservateurs occupent toujours la deuxième place, préférés hier par 20,6 % des électeurs canadiens contre 20,2 % dimanche.

Enfin, les néo-démocrates ont repris du poil de la bête en voyant

leurs appuis passer de 9,9 %, dimanche, à 10,6 %, hier.

Les réformistes ont enregistré des gains importants dans leurs deux fiefs de l'Ouest. En Colombie-Britannique et en Alberta, leurs appuis ont grimpé, lundi, respectivement de 31 à 40 % et de 48 à 51 %.

Ce nouvel élan survient quelques jours à peine après que le chef réformiste, Preston Manning, eut déclaré qu'un premier ministre fédéral d'origine québécoise n'était pas en mesure de prévenir l'indépendance du Québec.

Cette série de sondages a été menée auprès d'une moyenne de 1014 électeurs et la marge d'erreur, pour l'échantillon national, est de 3,2 %.

## Les libéraux du Québec ont déjà aidé le Bloc

du bureau de La Presse, QUÉBEC

Les libéraux provinciaux ont bien donné un coup de main au Bloc québécois, mais c'était il y a bien longtemps. Ancien ministre libéral de la Main-d'œuvre, André Bourbeau a autorisé une séance d'information pour des députés bloquistes sur le dossier des négociations fédérales provinciales sur la formation professionnelle.

En fin de semaine, le chef bloquiste, Gilles Duceppe, soulignait que Daniel Johnson et son whip, George Farrah, devaient se rappeler que le PLQ avait donné un coup de main au Bloc. Les deux libéraux répliquaient qu'un tel échange n'avait jamais eu lieu.

Mais le coup de pouce remonte aux mois précédents les élections d'octobre 1993, quand Robert Bourassa était encore au pouvoir. D'ailleurs, on soutenait alors que c'était



André Bourbeau

au cabinet de Robert Bourassa que le Bloc québécois avait été conçu. Les transfuges des libéraux fédéraux, Jean Lapierre et Gilles Rocheleau, étaient fréquemment en contact avec le cabinet du premier ministre Bourassa.

Hier, l'ancien ministre Bourbeau se souvenait d'avoir donné le feu vert à une séance d'information de ses fonctionnaires pour des élus bloquistes. « Cela avait été dit publiquement à l'époque, c'était pas des secrets d'État. On voulait qu'ils connaissent le dossier, on voulait les aider à poser des questions aux Communes », résume le député libéral de Laporte. Le ministre fédéral conservateur Bernard Valcourt tentait alors de court-circuiter le gouvernement du Québec auprès des organismes faisant de la formation professionnelle, une offensive qui avait vite avorté, se souvient M. Bourbeau.

## Lier le commerce et les droits de la personne

GILLES PAQUIN

Trois partis d'opposition ont fait front commun hier pour dénoncer l'absence de « leadership moral » du gouvernement Chrétien face à ses partenaires commerciaux et aux pays en voie de développement.

Selon des candidats du Bloc québécois, du Parti conservateur et du NPD qui participaient à un débat sur la politique extérieure du Canada, Ottawa devrait recommencer à lier son aide et son commerce au respect des droits démocratiques.

« Lester Pearson aurait honte de la politique du Parti libéral du Canada » s'il voyait ce qu'en a fait Jean Chrétien, a déclaré l'aspirant du Bloc dans Beauharnois-Salaberry, Daniel Turp, devant une cinquantaine de membres du Conseil des relations internationales de Montréal.

Pour le candidat du NPD dans Saint-Léonard-Saint-Michel, Pierre Allard, il ne suffit pas d'exercer des pressions économiques sur ces régimes, il faut carrément rompre les relations commerciales.

L'ex-ministre conservateur et candidat de ce parti dans Anjou-Rivières-des-Prairies, Jean Corbeil, croit pour sa part qu'il n'est pas nécessaire d'aller aussi loin. Il estime qu'Ottawa doit exercer des pressions et inciter les autres pays à faire de même.

Plus tard, M. Corbeil a ajouté qu'il ne servait à rien de lier le commerce et le respect des droits: « Cela ne mène nulle part. Il vaut mieux favoriser les échanges pour influencer les gens », a-t-il dit.

Le Parti libéral du Canada et le Reform avaient également accepté l'invitation du Conseil, mais aucun représentant de ces formations ne s'est finalement présenté.

# Cyberpresse

LUNDI

Courrier

MARDI

Silicon Valley

MERCREDI

Internet

JEUDI

Logiciels

VENDREDI

Technologie

## Le virage délicat d'Apple

sur nous, votre logiciel tournera sur tous les PC du marché, sans distinction de race ou de religion.

Comment ne pas voir là la stratégie qui va enfin sortir Apple de l'ornière ?

Regardons d'un peu plus près l'état de la situation. Le discours « toutes plates-formes » d'Apple recèle quelques dangers, en particulier celui de précipiter une sortie désordonnée et coûteuse du métier de constructeur de PowerMacs, pour ne laisser que le commerce de logiciel système. Le nouvel OS, Rhapsody, réalise la fusion d'OpenStep, le système de NeXT, avec les éléments les plus prometteurs (multimédias, communications) du monde Mac.

Pour une partie des machines d'aujourd'hui, pas toutes, il y aura une version PowerPC de Rhapsody avec, en plus, une « boîte » de compatibilité pour les anciennes applications. Pour les machines Intel, pas de compatibilité Mac, mais une version de Rhapsody tournant directement sur le microprocesseur avec le noyau Mach, ou bien, au-dessus de Windows 95 ou Windows NT.

Pour le moment, la fusion

OpenStep/Mac n'est pas encore pleinement réalisée, ni sur Intel, ni sur PowerPC. Depuis à peu près deux ans, NeXT avait fait une pause dans la mise au point d'OpenStep pour se concentrer sur les outils de mise au point Web Objects. Le redémarrage prend un peu de temps. En conséquence, une version PowerPC, même liminaire, n'est pas pressable sur cédérom. On distribue donc OpenStep pour Windows (95 et NT). Rhapsody, avec les éléments de la fusion, ce sera pour un peu plus tard.

La première conséquence de cette stratégie est la complexité. À chaque « cible », PowerPC, Intel, Mach, Windows 95 ou NT, correspond une version différente de l'OS en gestation, plus l'inévitable compatibilité avec le passé, plus la continuation promise en parallèle du développement du MacOS et quel-

ques permutations supplémentaires évoquées par Gil Amelio dans une longue entrevue avec le magazine MacUser. Il est vrai qu'en politique il faut promettre la baisse des impôts et l'augmentation des programmes sociaux pour être élu. Ensuite, on gère la réalité.

**En politique, il faut promettre la baisse des impôts pour être élu. Ensuite, on gère la réalité. On comprend qu'Apple doive beaucoup promettre pour obtenir un vote de confiance.**

On peut se demander si, avec des moyens diminués, Apple pourra mettre en oeuvre une stratégie plus complexe encore que celles des périodes de grande prospérité. Le passage de l'Apple II au Macintosh s'est fait dans la douleur, mais sans usiner à gaz. On doit donc s'attendre à des simplifications, mais lesquelles, et aux dépens de qui ?

La nouvelle stratégie contient un autre problème, celui de l'égalité entre plates-formes. Votre application tournera partout. Gil Amelio se

vante même de « faire disparaître Windows ». Il voulait sûrement dire « rendre Windows invisible » sous Rhapsody. Quant on connaît Microsoft et les niches qu'elle fait à ceux qui se posent sur sa plateforme, on ne peut qu'admirer l'optimisme.

### Une boîte de Pandore

Plus sérieusement, Apple insiste que votre application Rhapsody tournera mieux sur un Mac que sur une machine Intel — sans ajouter une once d'explication. C'est ouvrir une boîte de Pandore.

Si Rhapsody tourne sur les machines généralement moins chères d'Intel, pourquoi acheter un PowerPC chez Apple ? On imagine le prospect attiré par Rhapsody mais doutant un peu d'Apple. Avec une machine Intel, si Rhapsody décolle, tant mieux, sinon, il reste toujours Windows.

Ce virage d'Apple est-il téméraire ou suprêmement habile ? Les mois qui viennent nous le diront.

Jean-Louis Gassée est président de Be, Inc. Il réside et travaille dans la Silicon Valley, en Californie.



Jean-Louis Gassée

collaboration spéciale

Les fidèles reçoivent un cédérom Wintel à la conférence annuelle pour développeurs Macintosh, Anathème ? Reddition ?

Rien de tout cela. Pour convaincre les développeurs de logiciels d'applications de programmer pour le nouvel OS, Apple prêche que leurs applications trouveront le plus large champ possible en transcendant les différences qui, jadis, opposaient le MacOS à Windows, le PowerPC à Intel. Ne vous souciez pas trop des ventes, pour le moment en baisse, du Macintosh. Vous pouvez parier, programmer,

## « Rave » québécois : rendez-vous manqué

La première tant attendue d'un « rave » québécois sur le Net est remise à une prochaine fois. Les membres de Big Crunch (une filiale de Big Bang Communications) ont connu des problèmes techniques majeurs qui ont empêché la diffusion de l'événement Solution, ce week-end. « Samedi jusqu'à 3 h du matin, on n'a pas eu accès à une ligne téléphonique », déplore Martin Saint-Laurent, patron de la boîte. Les internautes déçus pourront quand même visiter le site pour avoir un aperçu de ce qu'aurait été la soirée. Qui sera le premier à diffuser un « rave » sur le net ?

Jean-François Perreault  
jef@mblink.net

Big Crunch  
www.bigcrunch.com/index2.html



PHOTO ANDRÉ FORGET, La Presse

Les visiteurs ont été nombreux à se présenter au MIM. Mais les stands institutionnels n'ont pas nécessairement favorisé les contacts commerciaux.

## Les lendemains du MIM

MARIE-ANDRÉE AMIOT

L'heure est au bilan chez les organisateurs du Marché international des infomates et du multimédia autant que chez les participants. Bien que le nombre de visiteurs ait été important, certains exposants sont repartis déçus. Les ententes qu'ils espéraient conclure avec des partenaires n'ont pas eu lieu.

C'est néanmoins près de 8600 personnes qui ont franchi les tourniquets du Marché international du multimédia et des infomates la semaine dernière, un chiffre légèrement en-dessous des attentes du président, Hervé Fisher, qui en attendait 10 000. C'est toutefois près de deux fois plus que l'an dernier.

Selon M. Fisher, les gens ont été nombreux à venir, car l'organisation leur en mis plein la vue. Tellement, croient des exposants, que les visiteurs ne savaient pas toujours où donner de la tête. Car outre les 450 entreprises exposantes, les gens étaient conviés à des conférences, ateliers, lançements, rencontres, etc. Assez pour déboussoler le plus attentif des visiteurs.

### Exposants déçus

Le MIM est bien petit quand on le compare à des événements du genre aux États-Unis ou en Europe ; mais, pour des gens venus justement pour conclure des ententes avec des exposants, il fallait faire abstraction des événements en marge. Des exposants québécois déçus ont confié à La Presse qu'ils repartaient presque bredouilles.

« On croyait bien se faire des contacts qui auraient pu aboutir à des ententes de partenariat, a indiqué une employée de Tune 1000. Malheureusement, on repart les mains presque vides. »

Personne n'a pu fournir d'explication, mis à part, peut-être, le fait que plusieurs exposants provenaient de milieux institutionnels et que ces clients sont peu disposés à conclure des affaires commerciales.

Des problèmes techniques aussi sont venus jeter un pavé dans la mare. Une malheureuse panne d'électricité qui a paralysé le quartier durant la nuit précédant le lancement aurait été à l'origine de ratés lors de l'inauguration devant la communauté des ministres francophones venus en grande pompe ouvrir le MIM.

La firme responsable des présentations multimédias n'a pas su réagir à temps, ce qui a eu l'effet de retarder tous les lançements. Les organisateurs en ont eu des sueurs froides qui leur ont laissé un arrière-goût jusqu'à la clôture de l'événement.

### Les bons points

Certaines données méritent toutefois d'être soulignées. Les conférences ont attiré quelque 540 participants et l'opération « Votre CV, c'est votre laissez-passer au MIM » aura permis de recueillir 1500 curriculum vitae en trois jours. Sept cents ont été remis sur place, 300 ont été transmis par courrier électronique et le bureau du promoteur en a reçu 500 par télécopieur. M. Fisher s'est d'ailleurs engagé à créer un organisme qui achèverait les documents vers les bonnes personnes.

On a annoncé la création du Forum international des associations de multimédia, dont M. Fisher sera le président. Les trois vice-présidents viennent d'Australie, du Mexique et des États-Unis.

L'an prochain, le MIM compte attirer la participation d'entreprises des États-Unis, d'Amérique Latine et d'Asie.

## Perfecsite gagne la course « Branchez-vous »

MARIE-ANDRÉE AMIOT

C'est finalement l'équipe du collège Bois-de-Boulogne qui a remporté la première course « Branchez-vous », une compétition qui a opposé sur Internet huit équipes venant d'autant de collèges. Les quatre heureux gagnants ont remporté plusieurs prix dont un voyage à New York, l'automne prochain, où ils assisteront au prochain salon Internet World.

Ce prix a été offert par Bell, un des nombreux commanditaires. Les étudiants venant du Québec et de la Nouvelle-Écosse devaient concevoir et animer un site Web sur le thème « Ces technologies qui transforment nos vies ». Les pages ont été jugées par un jury composé de personnalités et de professionnels du monde de l'éducation et d'Internet.

Informax, le site créé par le cégep Saint-Jean-sur-Richelieu, a gagné le deuxième prix, et Pentagone, du collège Laflèche, de Trois-Rivières, est arrivé en troisième place. D'autres équipes ont reçu des prix divers, comme le site de l'équipe du cégep de Joliette-DeLanauadière, FBI pour Filles de bureautique sur Internet, qui a reçu les prix de la recherche documentaire ainsi que celui de la langue. La tâche n'a pas été facile pour les membres du jury, qui avaient à choisir entre des sites de haute qualité.



### Donne-moi ton « Mél. »

En France, il ne faudra plus écrire désormais « Donne moi ton E-mail » (courrier électronique) mais « Donne moi ton Mél. » : la « commission générale de terminologie et de néologie » vient de retenir cette abréviation pour désigner la messagerie électronique. Cette commission, récemment installée par le premier ministre Alain Juppé, s'est penchée sur la traduction du terme anglo-américain « E-mail » et en particulier sur l'abréviation à utiliser dans les administrations pour indiquer l'adresse électronique sur le papier à lettre et les cartes de visite.

### La reine Nour sur Internet

La reine Nour de Jordanie a lancé un site sur le réseau de communication international Internet pour faire connaître ses activités dans divers domaines. Le site, richement illustré, donne également des informations personnelles sur la reine, éduquée aux États-Unis, et son mariage en 1978 avec le roi Hussein de Jordanie.

Le site est consultable sur [www.noor.gov.jo](http://www.noor.gov.jo).

Le site de la reine Nour [noorAnoor.gov.jo](http://noorAnoor.gov.jo).

**La Presse**

**VENTE DE GARAGE**

**3 lignes d'annonces**  
**3 jours consécutifs**  
pour seulement **16,99 \$ + taxes**

(5,66 \$ par ligne additionnelle) La rubrique « Vente de garage » ne s'adresse qu'aux particuliers et exclut les annonces concernant l'immobilier, les services, les véhicules motorisés et les animaux. Vu les conditions particulières de cette offre, aucun changement ne peut être apporté au texte original en cours de publication. On peut d'autre part se prévaloir du privilège d'annulation un tout temps à partir de la première parution, mais une telle annulation n'entraîne rien la facturation qui s'établira obligatoirement sur 3 jours de publication.

**Les petites annonces 285-7111**  
Appels interurbains sans frais : **1 800 361-5013**

Le séminaire d'information publique

## Le diabète

ET LES MALADIES CARDIOVASCULAIRES  
C'EST QU'IL FAUT SAVOIR

avec le **D<sup>r</sup> François Gilbert**  
Adjoint de clinique, Université de Montréal  
Directeur adjoint de la recherche clinique, pharmacologique  
à l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont

Saviez-vous que les maladies cardiovasculaires constituent la principale cause de décès parmi les personnes atteintes de diabète ?

Lors de cette conférence gratuite, nous aborderons un détail diverses options de traitement ainsi que de nouvelles approches visant à réduire les risques de maladie coronarienne et de crise cardiaque chez les diabétiques. Les sujets suivants seront à l'ordre du jour :

- Alimentation
- Style de vie
- Médicaments

**Le mardi 27 mai 1997**  
De 19 h à 21 h

**Hôtel Complexe Desjardins**  
Salle de Bal  
4, Complexe Desjardins  
Montréal (Québec)

Le séminaire sera suivi d'une période de questions et réponses. S.V.P. arrivez tôt. Les places sont limitées.

**Visitez [www.infinit.net](http://www.infinit.net)**

**Infiniti** La première communauté virtuelle au Québec

Vidéotron

# Trois chalutiers américains saisis dans le Pacifique

Presse Canadienne  
VICTORIA

Les capitaines de trois chalutiers américains comparaitront en cour aujourd'hui après la saisie de leur navire par la Garde côtière canadienne. La saisie fait suite à l'échec des pourparlers pour la conclusion d'un traité sur la pêche au saumon du Pacifique.

L'intervention de la garde côtière canadienne a certes réjoui certains pêcheurs canadiens, mais d'autres craignent maintenant que les États-Unis n'adoptent des mesures de rétorsion qui viendront aggraver le conflit.

« Je pense que cela va aider, cela devrait arriver plus souvent », a déclaré John Sutcliffe, porte-parole du syndicat des pêcheurs et travailleurs affiliés de la Colombie-Britannique.

Toutefois, un travailleur de l'industrie de la pêche à Port Hardy, dans le nord de l'île de Vancouver, où les chalutiers américains ont été amenés, craint que les parties ne s'éloignent davantage d'une entente sur la répartition de la ressource qui apparaissait pourtant imminente plus tôt ce mois-ci.

« On va se retrouver avec encore plus de problèmes qu'avant. C'est rien que des politiciens qui se font peur », a déclaré le travailleur, qui n'a pas voulu s'identifier.

Un porte-parole du ministère des Pêches, Bud Graham, a précisé que le crabier de 33 mètres Four Daughters a été saisi hier matin.

Deux autres navires, le Janet G. et le Nautilus, ont été arraisonnés dimanche après être entrés dans les eaux canadiennes.

Le Canada a décidé de faire appliquer les règlements à la lettre la semaine dernière après l'échec des négociations sur le traité de pêche au saumon du Pacifique.

M. Graham a expliqué que les équipages américains avaient négligé de se conformer aux règlements les obligeant à rembarquer leur équipement. Ces règlements existent depuis 1996 mais n'ont été mis en vigueur que la semaine dernière.

« La loi comporte des amendes pouvant aller jusqu'à 500 000 \$, mais je doute fortement que les cours aillent jusque là », a précisé M. Graham.

Pour Jev Shelton, un pêcheur de l'Alaska qui s'est fait saisir son bateau, il ne fait pas de doute que les Américains vont répliquer. « C'est une action absurde et plutôt lâche. Mais ce n'est pas inhabituel de voir un gouvernement s'en prendre directement au groupe (les pêcheurs) qui a le moins de possibilité de se défendre », a-t-il dit.

Les pourparlers entre les deux pays devaient reprendre vendredi. De son côté, le premier ministre de la Colombie-Britannique, Glen Clark, se rend à Seattle aujourd'hui pour rencontrer le gouverneur de l'État de Washington.

M. Clark a toutefois refusé de réduire les mesures de pression sur les Américains.

LE CPG PRIVILÈGE PLUS DE TROIS ANS

# ÉPARGNEZ-VOUS LE RISQUE.

PLUS DE SOUPLESSE. MOINS LE RISQUE. À DES TAUX CONCURRENTIELS.

Si vous souhaitez que votre argent vous rapporte davantage tout en demeurant accessible, le CPG Privilège Plus de trois ans de la Banque Royale est peut-être la solution pour vous.

Le CPG Privilège Plus de la Banque Royale vous offre la souplesse sur un terme de trois ans ainsi qu'un excellent potentiel de croissance, sans y risquer votre placement initial.

Encaissez-le au premier anniversaire de votre placement et votre argent aura fructifié à 2,5 %.

Encaissez-le au deuxième anniversaire et vous aurez alors gagné 3,75 % sur les deux années.

À échéance, vous aurez obtenu 4,25 % sur toute la durée du terme.

De cette façon, vous vous assurez de meilleurs revenus qu'avec un compte bancaire conventionnel tout en gardant accès à vos fonds.

Si vous voulez investir dans le CPG Privilège Plus de trois ans, vous pouvez soit nous passer un coup de fil, soit faire un saut à votre succursale.

D'une façon ou de l'autre, renseignez-vous également sur nos autres CPG. Ainsi, au moment d'investir, vous aurez le loisir d'opter pour le placement qui convient à votre portefeuille et à vos attentes.

Mais hâtez-vous. Cette offre débute le 1<sup>er</sup> mai et est en vigueur pour un temps limité seulement.



**BANQUE ROYALE**

Marque de commerce de la Banque Royale. Le CPG Privilège Plus de trois ans est offert pour une durée limitée, aux clients des Services bancaires personnels seulement. Cette offre peut être retirée en tout temps après le 1<sup>er</sup> mai 1997. Les taux d'intérêt indiqués sont annuels, en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 1997, et sous réserve de modifications sans avis préalable.

POUR DE PLUS AMPLES DÉTAILS, PASSEZ À VOTRE SUCCURSALE DE LA BANQUE ROYALE OU DU TRUST ROYAL LA PLUS PROCHE OU APPELEZ AU 1-800 ROYAL 9-9

## Ligne rencontre



## Les Maritimes songent à poursuivre les compagnies de tabac

Presse Canadienne  
SAINT-JEAN, T.-N.

Encouragés par les succès des recours collectifs contre les compagnies de tabac aux États-Unis, les premiers ministres des provinces atlantiques ont décidé hier d'examiner la possibilité de les poursuivre à leur tour pour les coûts des soins de santé reliés à l'usage du tabac.

« Compte tenu de la tendance grandissante d'imposer des amendes aux manufacturiers de cigarettes pour les dommages épouvantables qu'ils causent à la santé des gens, on se doit de voir ce que nous pouvons faire », a déclaré hier le premier ministre de la Nouvelle-Écosse, John Savage.

Les quatre premiers ministres de la région atlantique comptent par ailleurs inviter leurs collègues des six autres provinces à se joindre à eux lors de la prochaine conférence annuelle des premiers ministres.

Le gouvernement de la Colombie-Britannique examine déjà la possibilité d'engager une action contre les compagnies de tabac pour récupérer l'argent qu'il dépense à soigner les citoyens rendus malades par le tabagisme.

Les avocats du gouvernement néo-démocrate ont étudié une trentaine de poursuites anti-tabac.

une façon  
**EXCITANTE**  
de rencontrer  
les gens de 18-34.

**GRATUIT**

Annonce vocale

Publication dans le cahier  
Sortir de **La Presse**  
chaque jeudi

Pour les femmes  
le service tête-à-tête  
est toujours sans frais

appelez  
**285-CKOI**  
2 5 6 4

**HEURES JOYEUSES**  
De 20h00 à 22h00  
les hommes utilisent  
gratuitement  
les 5 premières minutes  
du tête-à-tête chaque jour.  
Pour un temps limité.

**RÉPONDEZ**

aux annonces publiées  
dans le cahier Sortir  
de **La Presse**

écoutez les centaines  
de profils personnels  
se trouvant au

**1 900 870-CKOI**  
2 5 6 4

Pour laisser un message dans une autre boîte vocale ou pour écouter vos messages en attente, des frais de 1,98\$ la minute seront portés à votre compte de téléphone.

NOTE : Ce service est offert 24 heures sur 24 et s'adresse aux 18 ans et plus

## AVIS À LA POPULATION DE WATERLOO ET LACHENAIE

### Séance d'information et de consultation — Poste de compression

Gazoduc TransQuébec & Maritimes Inc. (Gazoduc TQM) planifie présentement le prolongement de son réseau de transport de gaz naturel vers les Maritimes. Avec ce prolongement du réseau, le gaz naturel pourra rejoindre les marchés canadiens en voyageant des Maritimes vers le Québec en plus de desservir le nord-est des États-Unis par l'entremise du projet de gaz naturel Portland (PNGTS). L'unification de ces réseaux exige la construction d'un poste de compression à Waterloo et l'augmentation de la capacité du poste de compression de Lachenaie sur le trajet de PNGTS.

Nous vous invitons à une séance d'information de type « portes ouvertes » pour recueillir vos commentaires. Au cours de cette séance, les experts mandatés d'étudier les aspects agro-forestiers et environnementaux du projet vous présenteront la localisation du poste de compression ainsi que les phases et les méthodes de construction prévues.

#### Waterloo

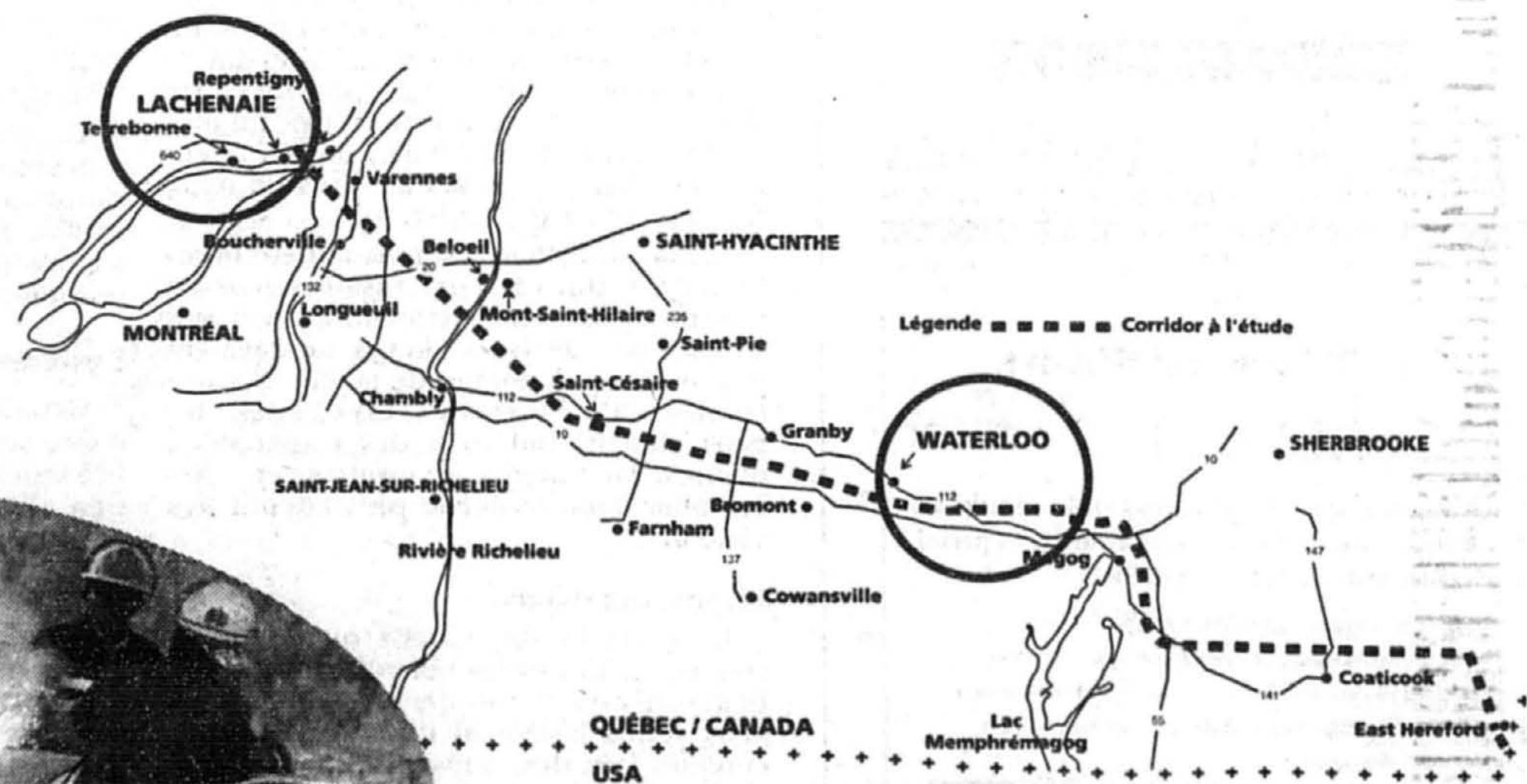
Le jeudi 29 mai 1997  
de 16h à 22h  
Aréna Jacques-Chagnon  
205, rue Lewis  
Waterloo (Québec)

#### Lachenaie

Le mercredi 28 mai 1997  
de 16h à 22h  
Centre sportif de Lachenaie  
1050, rue Nationale  
(Parc Industriel)  
Lachenaie (Québec)  
J6W 4M4

Pour plus de renseignements :

**1 888 277-1492**



Prolongement du réseau de Gazoduc TQM dans votre région.

Posez un geste simple, concret et direct pour aider des familles cet été

## un rang pour ceux qui ont faim

La Presse, l'émission Fleurs et Jardins et la Fédération des Moissons du Québec, vous invitent à semer un rang de bons légumes et à partager votre récolte avec ceux qui ont faim.

La récolte aura lieu le dimanche 24 août prochain. Surveillez nos annonces pour tous les détails.

La Fédération des Moissons du Québec

Le Groupe La Presse

La Presse